



p.4

Les investisseurs devraient-ils modérer leurs attentes pour 2022 ?

«LEUR» LOI EST DANS LE JOURNAL OFFICIEL

LES SPÉCULATEURS SONT AVERTIS



© Photo : D.R.

Les auteurs des atteintes insupportables au pouvoir d'achat de la majorité des Algériens, ont maintenant la loi qui leur convient. Elle a été publiée dans le Journal officiel n° 99 du 29 décembre 2021. Elle prévoit des peines d'emprisonnement allant de 3 à 30 ans de prison et des amendes financières pouvant atteindre les deux millions de dinars. Il reste à l'appliquer. C'est ce que le Conseil de la Nation a tenu à rappeler à "tous les spéculateurs, les larbins de la cupidité et les provocateurs de troubles et des tentatives d'atteinte au pays».

p.2

PRODUITS ALIMENTAIRES : PRIX MONDIAUX EN BAISSSE

p.2



UNE STRATÉGIE SANITAIRE NATIONALE SE PRÉPARE

Vers une politique de santé plus performante

p.3

LA CAN-2021, C'EST AUJOURD'HUI



p.16

Le champion va se battre pour préserver son titre

MAURITANIE

L'ancien président Abdel Aziz quitte la prison

La justice mauritanienne a accepté vendredi pour des raisons de santé de relâcher sous contrôle judiciaire l'ancien président Mohamed Ould Abdel Aziz incarcéré depuis plusieurs mois dans un dossier de corruption, a annoncé le ministère de la Justice. Mohamed Ould Abdel Aziz, 65 ans, avait été hospitalisé fin décembre pour des soins urgents après un malaise, selon ses avocats. Il a subi le 1er janvier, avec succès selon l'hôpital, une intervention cardiaque visant à élargir les vaisseaux et favoriser la circulation du sang.

COVID-19

Plus de dix millions de cas en Afrique

Le continent africain a franchi le niveau symbolique des 10 millions de cas de Covid-19, selon un décompte effectué jeudi. Un total de 10.006.799 cas de Covid-19 a été officiellement recensé en Afrique depuis le début de la pandémie, selon un comptage à partir de bilans officiels jeudi à 18H15 GMT. Au moins 311.508 contaminations ont été enregistrées ces sept derniers jours en Afrique (+6% par rapport à la semaine précédente).

FINANCE ISLAMIQUE

La BDL lancera lundi son service « El Badil »

La Banque de développement local (BDL) a annoncé le lancement de services bancaires islamiques sous le nom « El-Badil », à partir du lundi 10 janvier, dans le but de fournir de nouveaux produits bancaires qui répondent aux exigences et aux besoins des citoyens, rapporte hier 8 janvier 2022 l'agence officielle citant un communiqué de la banque publique.

« Leur » loi est dans le Journal officiel

Les spéculateurs sont avertis

Les auteurs des atteintes insupportables au pouvoir d'achat de la majorité des Algériens, ont maintenant la loi qui leur convient. Elle a été publiée dans le Journal officiel n° 99 du 29 décembre 2021.

Elle prévoit des peines d'emprisonnement allant de 3 à 30 ans de prison et des amendes financières pouvant atteindre les deux millions de dinars. Il reste à l'appliquer. C'est ce que le Conseil de la Nation a tenu à rappeler à "tous les spéculateurs, les larbins de la cupidité et les provocateurs de troubles et des tentatives d'atteinte au pays". Cette loi punit sévèrement les auteurs de « tout stockage ou rétention de biens ou marchandises visant à provoquer une pénurie ou une perturbation des approvisionnements au niveau du marché et toute hausse ou diminution artificielle des prix des biens ou marchandises ou des billets de banque de manière directe ou indirecte ou par le biais d'intermédiaire ou le recours à des moyens électroniques ou toutes voies ou moyens frauduleux quelconques ».

La loi punit également « la diffusion de nouvelles ou d'informations fausses ou calomnieuses propagées, sciemment, dans le public afin de provoquer une perturbation du marché et une hausse subite et non justifiée des prix, le recours à des offres sur le marché pour provoquer des perturbations des prix ou le dépassement des marges de bénéfice fixés par la loi, la présentation d'offres de prix supérieurs par rapport à ceux pratiqués par les vendeurs habituellement, l'exercice, individuellement, collectivement ou par entente, d'une action sur le marché dans le but de bénéficier d'un gain ne résultant pas, de façon naturelle, de l'offre et de la demande, le recours à des manœuvres visant à la hausse ou à la baisse de la valeur des billets de banque ».

Le Conseil de la nation a affirmé, dans un communiqué publié samedi, que l'Algérie nouvelle, avec ses différentes institutions, "s'engage contre toutes les parties qui tentent de mettre en péril la subsistance des Algériens et déjouera tous leurs plans ignobles". "L'Etat et la loi seront à l'affût à travers la consécration de la reddition des comptes en vue d'instaurer une vision claire de l'égalité sociale et de préserver le caractère social de l'Etat", a ajouté le communiqué. Selon les termes de la loi, l'Etat s'engage à « ga-



rantir la disponibilité des biens et des marchandises essentiels sur le marché, adopter des mécanismes de veille pour la prise de

mesures adéquates, afin d'atténuer les effets de la pénurie, encourager la consommation rationnelle, prendre les mesures né-

cessaires pour lutter contre la propagation de fausses informations dans le but de provoquer des perturbations au niveau du marché et l'augmentation des prix de manière anarchique et subite, interdire tout stockage ou retrait, non justifié, de biens et de marchandises, dans le but de créer une pénurie à l'effet d'augmenter les prix ».

L'article 5 de la loi précise le rôle des collectivités locales qui consiste notamment en « l'affectation des points de vente de produits de première nécessité ou de large consommation à des prix répondant aux besoins des catégories à revenus modestes, durant les fêtes, les événements et les situations exceptionnelles caractérisées souvent par des hausses de prix ; l'observation précoce de toutes formes de pénurie de biens et de marchandises au niveau local, notamment des produits de première nécessité ou de large consommation ; l'étude et l'analyse de la situation du marché local et l'analyse des prix ».

L'article 6 évoque la société civile et les médias, qui « participent à la promotion de la culture de consommation et à l'animation des actions de sensibilisation dans le but de la rationalisation de la consommation et de la préservation de l'équilibre de l'offre et de la demande, notamment durant les fêtes, les événements et les situations exceptionnelles et celles induites par une crise sanitaire urgente, la propagation d'une épidémie ou la survenue d'une catastrophe ». Dans le même sens, l'article 9 stipule que « les associations natio-

Produits alimentaires

Prix mondiaux en baisse

Les dernières données publiées par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) indiquent que l'argument de « l'inflation importée » est faux en référence aux prix mondiaux des produits alimentaires. Ils ont baissé en décembre. Dans un rapport publié le 6 janvier 2022, la FAO fait savoir que les prix internationaux des huiles végétales et du sucre ont cédé beaucoup de terrain par rapport à leurs niveaux auparavant élevés. L'Indice FAO des prix des huiles végétales a reculé de 3,3 pour cent en décembre.

En effet, les cours de l'huile de palme et de l'huile de tournesol se sont affaiblis, car la demande mondiale à l'importation a été faible, ce qui est peut-être lié au fait que l'on se soit inquiété des conséquences de la hausse du nombre de cas de covid-19. Sur l'ensemble de l'année 2021, l'Indice FAO des prix des huiles végétales a atteint son plus haut niveau jamais enregistré et a augmenté de 65,8 pour cent par rapport à 2020. L'Indice FAO des prix du sucre a perdu 3,1 pour cent depuis novembre et tombe ainsi à son niveau le plus bas depuis cinq mois, en raison des craintes quant aux éventuelles répercussions du variant Omicron sur la demande mondiale, de l'affaiblissement du réal brésilien et de la baisse des prix de l'éthanol. Sur l'ensemble de l'année 2021, l'Indice FAO des prix du sucre a grimpé de 29,8 pour cent par rapport à l'année précédente et a atteint son plus haut niveau depuis 2016. Conséquence : globalement, les prix mondiaux des produits alimentaires ont légèrement reculé en décembre.

L'Indice FAO des prix des produits alimentaires a affiché une valeur moyenne de 133,7 points en décembre, soit une baisse de 0,9 pour cent par rapport à novembre, mais un niveau encore supérieur de 23,1 pour cent à celui de décembre 2020. L'Indice suit l'évolution mensuelle des prix internationaux des produits alimentaires les plus couramment échangés dans le monde. L'Indice FAO des prix des céréales a baissé de 0,6 pour cent par rapport à novembre, la seule hausse mensuelle enregistrée en décembre est à mettre au compte du sous-indice des produits laitiers. L'Indice FAO des prix des produits laitiers est le seul sous-indice à avoir progressé en décembre: il gagne 1,8 pour cent par rapport au mois précédent, car les cours internationaux du beurre et du lait en poudre ont augmenté à la suite de la baisse de la production laitière dans l'Europe de l'Ouest et en Océanie. En 2021, la valeur moyenne de l'Indice FAO des prix des produits laitiers a augmenté de 16,9 pour cent par rapport à 2020. L'Indice FAO des prix de la viande est resté globalement stable en décembre.

L. A.

REPÈRE

Huile de table L'Algérie sera le premier pays africain exportateur de la matière première

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a indiqué, ce samedi 8 janvier 2022, dans une déclaration à la presse, en marge du Salon d'échanges commerciaux et d'investissements algéro-turc, au centre des conventions Mohamed Benahmed, que l'année 2022 sera une année industrielle et économique. Le ministre a ajouté qu'en 2022, l'Algérie deviendra le premier pays d'Afrique à exporter la matière première de l'huile de table. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite dans la wilaya d'Oran, le ministre du Commerce a expliqué que l'Algérie a besoin de 1.600 tonnes de l'huile par jour, ajoutant qu'une usine Safia dans la wilaya couvre 50%. Depuis quelques semaines, les produits alimentaires de large consommation ont enregistré des pénuries et des hausses des prix dans plusieurs wilayas du pays. Samedi hier, le président du Sénat, Salah Goudjil, a annoncé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pénurie des produits alimentaires.



nelles activant dans le domaine de la protection du consommateur ou toute personne lésée, peut déposer plainte et se constituer partie civile dans les infractions prévues par la présente loi ». En vue de constater les infractions liées à la spéculation, les perquisitions des locaux d'habitation peuvent être opérées sur autorisation préalable et écrite du procureur de la République ou du juge d'instruction compétent à toute heure, de jour ou de nuit.

Lakhdar A.

Une stratégie sanitaire nationale se prépare

Vers une politique de santé plus performante

La politique de santé est en pleine phase de reconstitution malgré les dysfonctionnements rencontrés dans le système sanitaire percutés davantage par l'arrivée de la pandémie de la Covid-19. Des lacunes qui sont appelées à disparaître avec la mobilisation prochaine d'une nouvelle carte sanitaire nationale préconisée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Placé sous le haut patronage du Président de la République, le Centre international des Conférences va abriter dès demain (lundi 10 janvier 2022) un Séminaire national sur la modernisation du système de santé, auquel plus de 700 participants, entre experts et personnels de la Santé, prendront part à cet important événement.

L'objectif de ce grand événement est de mettre en place une stratégie sanitaire nationale adaptée aux évolutions dans la société en particulier et dans le monde de la santé en général. Une occasion pour les spécialistes dudit secteur pour consacrer la promulgation des textes de loi accompagnant l'application de la loi sur la santé de 2018.

Ce séminaire auquel vont assister des partenaires sociaux et de la société civile sera une occasion pour l'examinations des grandes lignes de la nouvelle stratégie nationale pour la mise en place d'un nouveau système capable de sa-



tisfaire les besoins de la population conformément aux normes internationales, selon les organisateurs.

La politique sanitaire est devenue, aujourd'hui, une affaire d'Etat vue la grande importance du secteur de la Santé dans le maintien de la stabilité du pays, mais aussi parce que la santé étant sans doute l'un des domaines de l'action publique dans lequel la définition d'une politique est l'exercice le plus difficile. Financement de nouveaux traitements coûteux, vieillissement de la population, risques pandémiques ou environnementaux émergents, exigences accrues en matière de sécurité et de qualité des soins, revendications des professionnels, tels sont les maux que, chaque année, l'Etat fait face pour endiguer les soucis majeurs qui sont rencontrés dans le secteur de la Santé. Et pour éviter les

mêmes dysfonctionnements, l'Etat s'est engagé dans la réforme du secteur de la santé avec l'introduction d'une stratégie sanitaire nationale en caution, une démarche à laquelle les experts et médecins sont conviés à y participer et à faire des propositions. Dès son accession à la tête de l'Etat, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait mis l'accent sur une révision radicale et totale du système national de santé pour la prise en charge des besoins sanitaires des citoyens, ce qui constitue, avait-il dit, « une révolution sanitaire », s'engageant dans ce sens à améliorer la situation socioprofessionnelle des praticiens de la santé. De sa part, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a estimé que la tenue des assises nationales du secteur de la santé, visait à établir un diagnostic mi-

nutieux du secteur et à trouver des solutions opérationnelles réalisables sur le terrain.

Soulignant la détermination du gouvernement à lancer, très prochainement, la révision de tout le système de santé, le Chef du gouvernement a promis une réforme profonde et globale, basée essentiellement sur la révision de la carte sanitaire et l'adoption de nouvelles normes qui prennent en compte les besoins effectifs de chaque région, suivant un diagnostic précis et des données objectives.

De son côté, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a indiqué que le séminaire national constituera une opportunité en vue de « renforcer les fondements du système national de santé, à travers la proposition de solutions pratiques réalisables », affirme-t-il.

Par ailleurs, le président du Comité des experts cliniciens (CEC), Ammar Tebaibia a plaidé également pour « une coordination entre les secteurs public-privé pour créer une complémentarité et satisfaire la demande grandissante de la société ». En face, le chef de service épidémiologie et médecine préventive au CHU de Tipasa, Abderrezak Bouamra a estimé que la réforme du système de santé commençait par l'organisation des services et des structures du secteur, à travers leur mise en adéquation avec les indicateurs épidémiologiques apparus ces dernières années, il a souligné également la nécessité de motiver les personnels du secteur pour maintenir la stabilité et mettre fin à la fuite des cerveaux qui profite aux pays d'Europe.

Sofiane Abi

Au total, 63 cas sont détectés par l'IPA

Le variant Omicron gagne du terrain

Moins d'un mois après l'apparition d'un premier cas du variant Omicron de la pandémie de la Covid-19 en Algérie, le nombre des personnes atteintes par le nouveau mutant a grimpé depuis. Dernier chiffre dévoilé avant-hier par l'Institut Pasteur d'Alger (IPA) fait état de la détection de 47 nouveaux cas positifs au variant Omicron portant, désormais, le bilan des contaminations d'Omicron à 63 cas confirmés au total.

En effet, dans un communiqué datant d'avant-hier et établi par l'Institut Pasteur d'Alger, ce dernier fait état de la détection de 47 nouveaux cas du variant Omicron (B.1.1.529) de la pandémie du Coronavirus durant la seule journée du vendredi passé.

« Dans la continuité des activités de séquençage effectués par l'Institut Pasteur d'Algérie pour la détection des différents variants du virus SARS-CoV-2 circulants, nous signalons la détection de 47 nouveaux cas du variant Omicron (B.1.1.529), confirmés au niveau du Laboratoire de référence de l'Institut, sur tests PCR positifs des concernés », a précisé avant-

hier l'Institut Pasteur d'Alger. Selon la même source, les 47 nouveaux cas confirmés d'Omicron ont été détectés à travers quatre wilayas du pays respectivement à Alger, Constantine, Bejaïa et Bouira. Il s'agit, rapporte le communiqué de l'Institut Pasteur d'Alger, de « 29 cas d'Alger, six cas de Bejaïa, un cas de Bouira, représentant des personnes ayant été en contact avec des cas confirmés précédemment et 11 cas de Constantine représentant des retours de voyages de France, de Turquie et du Royaume-Uni », avant de préciser que « l'Algérie enregistre ainsi à ce jour un total de 63 cas confirmés de ce nouveau variant ».

Le 14 décembre dernier, l'Institut Pasteur d'Alger a détecté un premier cas d'Omicron en Algérie, il s'agit d'un ressortissant étranger en provenance de France.

Depuis, les autorités sanitaires n'ont pas cessé de détecter d'autres cas, c'est le cas du 26 décembre passé, lorsque deux ressortissants algériens en provenance de France et de Royaume-

Uni, ont été testés positifs au variant Omicron. Ce nombre sera plus élevé puisque le 30 décembre dernier, douze nouveaux cas positifs au variant Omicron ont été détectés par l'IPA, il s'agit de six citoyens algériens ayant été en contact avec des cas confirmés précédemment dans le pays, de deux ressortissants algériens de retour de France et de quatre ressortissants étrangers, dont un venu du Royaume-Uni et trois autres de Mauritanie. Par ailleurs, face à un éventuel risque d'une contamination plus forte pour les prochains jours, l'Institut Pasteur d'Alger a appelé les Algériens à faire preuve d'un sens responsabilité très élevé en optant pour la vaccination anti-Covid-19, qui reste la seule option la plus efficace et sûre pour stopper la propagation d'Omicron en Algérie.

L'IPA a réitéré avant-hier son appel aux citoyens en expliquant que « la vaccination reste le moyen le plus efficace afin d'éviter les complications et les formes graves ».

S. Abi

COVID-19

Stockage

Des mesures pour assurer la disponibilité de l'oxygène médical dans les hôpitaux

Un comité intersectoriel ad hoc, a été installé, jeudi dernier, afin d'élaborer les mesures à même d'accroître les capacités de stockage et mutualiser les moyens logistiques pour assurer la disponibilité continue de l'oxygène médical au niveau des établissements hospitaliers, en prévision d'une hausse de la demande, en vue de la résurgence de la pandémie (Covid-19).

Ce comité, indique le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué, a été installé lors d'une réunion de travail et de coordination, présidée par le ministre de l'Industrie Pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, avec le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar.

Tenue dans le cadre de la coordination et de la concertation gouvernementale en riposte à la résurgence de la pandémie Covid-19 et afin de garantir la disponibilité et l'approvisionnement continu de l'oxygène médical aux niveaux des établissements hospitaliers, cette réunion s'est tenue jeudi au siège du ministère de l'Industrie Pharmaceutique, en présence des cadres des différents ministères et de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutique (ANPP), a précisé la même source.

A l'issue de cette réunion, un comité intersectoriel ad hoc, a été installé, en coordination avec les secteurs concernés, chargé d'élaborer, après concertation avec les différents producteurs, une série d'actions à entreprendre dans le cadre de l'urgence pour augmenter les capacités de stockage et mutualiser les moyens logistiques par pôles régionaux, souligne-t-on. Cela en vue d'assurer une disponibilité continue de l'oxygène médical au niveau des établissements hospitaliers, en prévision d'une hausse de la demande en vue de la résurgence de la pandémie, explique le ministère.

La réunion a également permis de dresser un point de situation de la capacité totale de production et de stockage de l'oxygène et de passer en revue les voies et moyens en vue de l'optimisation et de la mutualisation des moyens logistiques pour assurer le transport et la distribution de l'oxygène aux différents établissements hospitaliers, détaille le communiqué.

S'agissant de la production nationale totale de l'oxygène, « elle est estimée actuellement à 550.000 litres/jour, et devrait augmenter dans les prochaines semaines à 800.000 litres/jours » à la faveur de l'entrée en production d'Helios, annonce le ministère.

Au premier semestre 2022, la capacité totale de production devrait s'établir à 1.067.000 litres/jour avec l'entrée en production de Petro air (120.000 litres/jour) ainsi que l'extension des capacités de production d'Aurès avec 92.000 litres/jour, précise-t-il.

Pour ce qui est des niveaux de stockage, M. Benbahmed a donné instruction à l'effet d'augmenter les quantités d'oxygène stockées à la hauteur des capacités de stockage maximales des différents unités de production.

Agence

BRÈVE

Conseil de la Nation

Une enquête parlementaire sur la pénurie des produits de large consommation



Le Conseil de la Nation a décidé, hier, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pénurie et la spéculation sur des produits alimentaires de large consommation. Cette décision a été prise, à l'issue d'une réunion du bureau du Conseil de la Nation, élargie aux présidents des groupes parlementaires et au questeur.

Agence

Relance industrielle, perspectives à long terme pour l'investissement

Les investisseurs devraient-ils modérer leurs attentes pour 2022 ?

Comme annoncé par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'année 2022 sera exclusivement dédiée au décollage économique à travers la redynamisation des secteurs stratégiques, tels que celui de l'industrie.

La nouvelle stratégie de redressement de ce secteur a été approuvée par les pouvoirs publics qui espèrent atteindre plus de 5 milliards de dollars des exportations hors hydrocarbures, augmenter le poids économique des secteurs dynamiques et des marchés publics pour doper la croissance économique. Parmi les mesures incitatives adoptées par les autorités figurent la simplification et la facilitation en ligne de l'investissement local et étranger et la promotion de la logique de partenariats entre les secteurs publics et privés pour lancer et piloter de nouveaux projets d'investissements au niveau local.

Pour relancer le secteur industriel, l'Etat a rationalisé certaines mesures administratives et financières à l'intention des investisseurs et a approuvé de nouvelles mesures incitatives pour promouvoir et impulser l'investissement national dans les industries manufacturières, le textile et l'agroalimentaire.

Des secteurs prioritaires qui nécessitent un nouveau cadre pour leur stratégie d'investissement au service de développement économique, en tenant compte du contexte actuel et des difficultés administratives. Pour le président Tebboune aucun blocage ni retard dans les efforts de l'exécution de la nouvelle stratégie de la relance industrielle ne seront tolérés. Il a ordonné lors de la Conférence nationale sur la relance industrielle, organisée au mois de décembre 2021, la levée des entraves et des pesanteurs bureaucratiques pour faciliter l'accès à au foncier industriel et au finance-



ment pour lancer des investissements productifs. Pour rappel, il a enjoint, dans ce sens, le dégel de « 57 projets sur les 402 projets d'investissement suspendus pour des raisons administratives », affirmant ainsi la volonté des pouvoirs publics de promouvoir les investissements à vocations exportatrices et la création d'une chaîne de valeur régionale. Ainsi stimuler l'entrepreneuriat par l'ensemble des mesures mises en place par le ministère de l'Industrie qui tente depuis des mois de redresser les entreprises publiques, non par un accompagnement financier qui n'est plus possible, mais par une reconfiguration profonde de leur système de gestion.

Créer des conditions favorables pour impulser une forte synergie entre les entreprises publiques et privées et défendre l'attractivité du marché national, en pleine transformation. L'innovation est aussi au cœur de ce renouveau. Désormais, les sociétés publiques doivent, d'un point de vue formel se débrouiller pour affronter la concurrence du secteur privé et participer vivement à la réussite de cette « révolution industrielle ». Le chef de l'Etat compte dans cette quête sur la mobilisation et

l'implication de tous les responsables politiques, élus et opérateurs économiques, mais surtout sur leur « intégrité et honnêteté ». Contribuer jalousement au développement de l'économie nationale pour la protéger des prises de contrôles des groupes de lobbies qui ont longtemps monopolisés et ravagé les secteurs productifs.

Il compte particulièrement sur la rigueur et l'engagement du Premier ministre et ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, qui, de son côté, promet de mener une véritable bataille contre la corruption et la fraude fiscale afin d'instaurer une stabilité financière nécessaire pour favoriser l'investissement national et étranger.

Jeudi dernier, le chef du gouvernement a annoncé « le dégel en 2022 de tous les projets publics et privés créateurs de richesses et d'emplois et de remplacer les importations par des produits nationaux pour ne pas être impactés par les convulsions des marchés extérieurs », refusant, par ailleurs, toute « demande de réévaluation du montant des projets publics de plus de 10% ».

Il a, également, annoncé la finalisation des nouveaux codes des

marchés publics et de la comptabilité publiques, rappelant, au passage, le rôle essentiel des banques dans l'accompagnement des investisseurs de l'amorçage au développement de leur projet. C'est aussi la mission des agences et mécanismes de soutien à l'investissement (Andi, Angem, Anade) d'appuyer les jeunes porteurs de projets, et ce, conformément aux directives du président de la République. L'année 2022 sera une année expérimentale pour les jeunes entrepreneurs, mais aussi pour les opérateurs économiques publics et privés pour tenter de retrouver leur marché d'avant et se reconstruire sur de nouvelles bases. L'Etat et les investisseurs devraient-ils, par ailleurs, tempérer leurs attentes pour 2022 ? C'est encore tôt pour répondre. Ce qui est sûr, ils doivent se focaliser davantage sur les actions de croissance et de l'investissement de long terme pour atteindre les objectifs fixés préalablement dans le Plan de la relance économique et industrielle et espérer voir revenir progressivement dès 2023 notre économie à la normale. Du moins, c'est le souhait de toutes les entreprises économiques, des travailleurs et des citoyens.

Samira Takharboucht

Le marché pétrolier encore sous pression en 2022

Attar : «Un prix du baril à 80 dollars est idéal pour l'Algérie»

Quatre jours après l'annonce par les 23 pays signataires de la Déclaration de coopération de relever légèrement leur volume de production de pétrole pour le mois de février prochain, les cours de l'or noir se sont accélérés soutenus par l'optimisme des pays membres de l'Organisation des producteurs de pétrole (Opep) sur les perspectives de demande et la crise qui secoue depuis quelques jours le Kazakhstan. Le marché manifeste des signes plutôt positifs, et ce, malgré les craintes croissantes liées à la progression du nouveau variant Omicron.

Dans une entrevue accordée, avant-hier, au site d'information spécialisé « Energie.net » l'ex ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar est revenu sur l'évolution positive qui caractérise depuis le début de l'année 2022, le marché des hydrocarbures, estimant que « le prix idéal du baril de pétrole pour cette année est de 80 dollars ». « Un prix idéal pour l'Algérie ».

Toutefois, il n'exclut la baisse des cours du pétrole sous l'influence du nouveau variant Omicron qui risque d'impacter le niveau de

la demande. « Ce point sera examiné et étudié lors de la prochaine réunion ministérielle des treize pays membres de l'Opep et leurs dix alliés non-Opep au mois de février prochain », a-t-il indiqué. Pour rappel, la prochaine rencontre du groupe informel Opep+ est prévue le 2 février pour examiner l'évolution du marché pétrolier et trancher à nouveau sur sa politique de production. Une politique qui a validé l'augmentation progressive et prudente des extractions des pays membres de l'Alliance de 400 000 barils/jour, et ce, jusqu'au mois d'avril prochain. Divers facteurs sont à l'origine de l'instabilité des cours du pétrole a fait savoir l'ex ministre de l'Energie, estimant que le contexte actuel est encore incertain non seulement « à cause de la crise sanitaire ou du nouveau variant Omicron, mais aussi en raison de l'incertitude des données concernant la demande du pétrole comparé à l'offre », a-t-il souligné, estimant que ce déséquilibre pourrait se prolonger de deux années « à cause du repli des investissements dans le secteur tandis que la demande, quant à elle, reste croissante ». Le

marché pourrait aussi être influencé par la nouvelle « guerre déclarée » par les pays développés (consommateurs) contre le développement des énergies fossiles et en faveur des énergies renouvelables. C'est un facteur non négligeable, bien que les contours de ce projet restent encore indéfinis, en réalité en raison sur le plan exécution.

L'Algérie n'est, à rappeler, pas convaincue des arguments avancés par la vingtaine de pays et institutions internationales qui ont appelé à l'arrêt de financement de nouveaux projets d'exploitation des énergies fossiles. Le Pdg de la compagnie publique des hydrocarbures a qualifié cette annonce, dans une interview accordée à la presse, d'« irrationnelle » et de « guerre d'intérêts », précisant dans sa déclaration que « ces pays eux-mêmes sont de grands consommateurs des énergies fossiles, leurs industries dépendent de cette énergie, a-t-il souligné, réaffirmant l'engagement de l'Algérie à poursuivre son programme de développement des énergies fossiles et du renouvelable, en parallèle.

Samira Tk

COURS

La crise au Kazakhstan

Le pétrole poursuit sur sa lancée haussière

En hausse depuis quatre jours, les cours du pétrole continuaient de grimper vendredi matin. Les craintes quant à une escalade de la crise sociale au Kazakhstan, pays membre de l'Opep+, ainsi qu'une situation toujours tendue en Libye, soutenaient les prix sur un marché déjà préoccupé par une insuffisance de l'offre.

Vers 07h40, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, le contrat le plus échangé à Londres, gagnait 0,91% à 82,74 dollars, après avoir déjà bondi la veille de 1,47% à 81,99 dollars. En l'espace d'une semaine, il a grimpé de 6,18%.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en février, prenait 0,82% à 80,28 dollars, dépassant à nouveau la barre des 80 dollars franchise pour la dernière fois il y a un mois et demi. Il avait clôturé jeudi sur une hausse de 2,06% à 79,46 dollars.

De l'avis des analystes, l'envol des prix reflète, outre les troubles au Kazakhstan, la détérioration de la situation politique en Libye. Au Kazakhstan, des heurts ont eu lieu mercredi et jeudi entre forces de l'ordre et manifestants, qui protestent contre la hausse des prix du gaz, faisant 26 morts à Almaty, la capitale économique, selon les autorités. Des troupes russes et d'autres pays alliés de Moscou sont arrivées jeudi au Kazakhstan pour appuyer le pouvoir en place.

« Ce bond reflète la crainte du marché vis-à-vis de l'escalade au Kazakhstan et de la détérioration de la situation politique en Libye », a décrypté, dans une note, Louise Dickson, du cabinet Rystad Energy. Si le pays est un important producteur, avec quelque 1,8 million de barils par jour en 2020 selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), l'exploitation pétrolière n'aurait pas été affectée par les troubles pour l'instant.

« Avec ce courant haussier, il suffit d'une nouvelle, comme celle sur le Kazakhstan, pour encourager ceux qui jouent la hausse et faire paniquer ceux qui parient à la baisse », a commenté Stephen Schork analyste et auteur du Schork Report. « C'est comme si les prix élevés suffisaient, à eux seuls, à générer des prix encore plus élevés. »

La crise au Kazakhstan vient faire planer une menace supplémentaire sur un marché déjà préoccupé par l'insuffisance de l'offre. Du côté de la Libye, les fermetures forcées d'installations et un oléoduc endommagé privent le pays de quelque 500'000 barils par jour, alors que la production des membres de l'accord OPEP+ n'assure déjà pas le volume prévu.

C.P

INFO EXPRESS

Commerce de troc sur les frontières

Plus de 14 000 têtes de bétails importées en 2021

En 2021 quelque 14 081 de têtes bovines, ovines, caprines et camelines ont été importées, dans le cadre du commerce de troc sur les frontières. C'est ce qu'a indiqué jeudi passé le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, qui répondait à une question au Conseil de la nation sur le sort du projet d'importation de viandes des pays africains. En outre, le ministre a expliqué que les pouvoirs publics accordaient une grande importance aux régions frontalières en vue de contribuer au développement local et promouvoir les exportations hors hydrocarbures notamment vers le Niger, le Mali, la Mauritanie, la Libye et d'autres pays africains.

En réponse à une question du membre du Conseil de la nation, Tahar Ghazil (front El Moustakbal), concernant la non ouverture du passage d'In Guezzam, le ministre a mis en exergue l'importance des passages frontaliers dans la promotion des échanges commerciaux avec les pays voisins dans le cadre du commerce de troc et l'exportation, rapporte l'agence APS. Il a précisé qu'«en 2020 et début 2021, sur proposition du ministère du Commerce et en coordination avec les secteurs ministériels concernés, un mécanisme a été adopté au niveau des zones frontalières en pleine crise sanitaire due à la Covid-19, ce qui a facilité l'accès des produits algériens aux pays voisins en dépit de la fermeture des frontières à la mobilité des personnes».

Oran

Réception d'équipements médicaux au profit de la wilaya d'Adrar

La présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA) Saida Benhabilès a présidé au port d'Oran une cérémonie de livraison d'équipements médicaux, dont des générateurs et des concentrateurs d'oxygène, au profit de deux hôpitaux de la wilaya d'Adrar.



■ Equipements médicaux pour la wilaya d'Adrar (Photo > D. R.)

Un générateur d'oxygène, 45 concentrateurs d'oxygène et un matériel d'enfutage d'oxygène en bouteilles ont été acquis par la wilaya d'Adrar à partir de la Turquie, a indiqué Mme Benhabilès, lors de l'opération de réception de ces équipements.

L'opération, qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le CRA pour contribuer aux côtés des autorités publiques à la lutte contre la Covid-19, a été financée par la wilaya d'Adrar via le CRA, qui a accompli toutes les procédures, a-t-elle fait savoir. La responsable a indiqué que le

CRA a supervisé 35 autres opérations à travers le pays depuis le début de la troisième vague de la pandémie de Covid-19 portant principalement sur l'acquisition de matériels et la fourniture d'oxygène aux hôpitaux par les autorités, les instances et associations locales, et les opérateurs économiques.

Elle a également affirmé que le CRA a intensifié les actions de sensibilisation, surtout lors de la troisième vague de la pandémie durant laquelle tous ses cadres et bénévoles ont pris part aux opérations de sensibilisation des citoyens sur l'importance de la vaccination et le respect des me-

sures préventives, et ses sièges et locaux au niveau national ont été ouverts pour prendre part à la campagne de vaccination contre la Covid-19, en collaboration avec les autorités sanitaires.

Le Croissant-Rouge algérien a organisé des initiatives de vaccination de la population dans les zones rurales et aux domiciles des personnes âgées et des malades dans les localités éloignées et déshéritées, a rappelé Mme Benhabilès.

La présidente du CRA a aussi donné, au port d'Oran, le coup d'envoi d'un camion chargé d'équipements sanitaires à destination de la wilaya d'Adrar.

Ouargla

La colombophilie, une passion en vogue

La colombophilie ou l'élevage du pigeon voyageur attire de plus en plus de jeunes adeptes amateurs dans la wilaya de Ouargla dont la passion ne cesse de prendre de l'ampleur.

De nombreux colombophiles locaux, passionnés de ce type de volatile, se sont lancés dans cette activité en plein essor, avec l'objectif de se structurer au sein d'un club de colombophilie leur ouvrant droit à l'organisation de manifestations et la participation à des concours et compétitions nationaux et internationaux.

Le rêve s'est concrétisé, après

trois ans d'inlassables efforts, pour donner naissance, au mois de juillet dernier, au premier club de colombophiles amateurs d'Ouargla, regroupant, outre les passionnés de pigeon voyageur, d'autres ornithologues, avant de se lancer dans la création de volières renfermant plus de 200 oiseaux appartenant à une dizaine de jeunes mateurs.

Pour s'assurer de la fidélité de leurs pigeons, ces colombophiles se sont donnés rendez-vous dans une zone désertique d'Ouargla pour organiser des volées d'endurance sur des distances de 80 km à 350 km, a indiqué le prési-

dent du club Djaâfar Benkrima. Les préparatifs de la course sont entamés avec le regroupement des pigeons en nocturne, puis l'ouverture des volières en début de matinée, donnant ainsi le départ d'une course chronométrée. La première course a été effectuée, en période hivernale, depuis la zone saharienne de Hassi-Benkhefifa (80 km d'Ouargla), suivie d'une autre depuis la région de Hassi-Laâgrab (110 km d'Ouargla) puis d'une troisième à partir de la zone de Feidjet El-Adjouz vers Ouargla. Les résultats étaient encourageants sur différents plans, a-t-il expliqué.

Habitat

La Caisse nationale du logement met en place une stratégie de numérisation à moyen-terme

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a mis en place une stratégie de numérisation à moyen terme (2022/2024) qui vise la construction d'un édifice numérique capable de soutenir le secteur dans la mise en œuvre de ses missions stratégiques, indique la Caisse nationale de logement (CNL).

L'urgence d'une transition numérique «a connu une rapide concrétisation dans le cas du secteur de l'Habitat, à travers la création d'un comité de pilotage de la numérisa-

tion du secteur chargé de la conception, de la réalisation et de l'intégration du système d'information de l'habitat», a souligné la CNL dans le dernier numéro de sa revue, Bâtisseur.dz

Cette initiative a abouti à la mise en place d'une stratégie à moyen terme (2022/2024), dénommée Gestion de l'information et de l'effort de numérisation (Information management and digitalizing endeavour, IMADE), lit-on dans le 3e numéro de la revue. IMADE «prône la construction d'un édifice nu-

mérique fiable, robuste et pérenne, capable de soutenir le secteur de l'habitat dans la mise en œuvre de ses missions stratégiques», selon la même source.

En termes de gouvernance, IMADE vise à aligner les objectifs de la numérisation avec les missions stratégiques du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville ainsi qu'à organiser la fonction chargée des systèmes d'information au niveau des structures et des organismes sous tutelle du secteur.

INFO EXPRESS

Météo

Pluies et neige sur l'Est du pays

Des chutes de neige ont affecté les reliefs de l'Est dépassant 1.000 mètres d'altitude jusqu'à hier matin, selon un Bulletin météo spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM). Ce BMS a concerné les wilayas de Béjaïa, Jijel, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Tébessa, Khenchela et Batna où l'épaisseur de la neige est estimée entre 15 et 20 cm.

Dans un second BMS, l'Office a indiqué que des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses accompagnées localement de chutes de grêle, ont affecté plusieurs wilayas de l'Est du pays jusqu'à hier. Ainsi, les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Constantine, Mila et Sétif ont été touchées par ces pluies dont les quantités estimées ont varié entre 20 et 40 mm jusqu'au samedi à 9h. Ces averses ont également touché les wilayas d'Annaba, El Tarf, Souk Ahras et Guelma où les quantités estimées ont oscillé entre 30 et 50 mm, avec rafales de vent sous orages.

Intempéries

Plusieurs routes coupées à cause de la neige

Suite aux chutes de neige enregistrées dans certaines régions du pays, plusieurs routes ont été coupées à la circulation.

En effet, selon les services de la Gendarmerie nationale, plusieurs routes nationales et chemins de wilayas sont coupés à la circulation à Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa, en raison de l'amoncellement de neige, suite aux dernières intempéries enregistrées.

Dans la wilaya de Bouira, la RN15 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou est coupée à la circulation au lieu-dit Koul dans la commune d'Aghbalou, en raison de l'amoncellement de neige, précise la Gendarmerie, citée par l'agence APS. A Tizi-Ouzou, l'amoncellement de neige a entraîné la fermeture de la RN15 reliant les wilayas de Tizi-Ouzou et de Bouira au niveau de Fedj Tirourda dans la commune d'Iferhounen, de la RN30 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi-Ouzou au niveau de Tizi N'Kouïlal dans la commune de Tassaft, la RN33 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou au lieu dit Assoul dans la commune d'Aït Boumevdi.

Dans la même wilaya, le chemin de wilaya (CW) 253 reliant les wilayas de Tizi-Ouzou et de Béjaïa est coupé au niveau de la commune d'Illiliten et le CW09 reliant les wilayas de Tizi Ouzou et de Béjaïa est coupé au niveau du village Mezguene dans la commune d'Illoula Oumalou, en raison de l'amoncellement de la neige. Dans la wilaya de Béjaïa, les chutes de neige ont bloqué la RN26 A reliant les wilayas de Béjaïa et de Tizi-Ouzou au niveau de la commune de Chellata. Les services de la Gendarmerie nationale appellent les usagers de la route à davantage de prudence et de vigilance.

Kazakhstan

Crise diplomatique opposant Moscou et Washington



■ M. Antony Blinker.

Le ministère russe des Affaires étrangères a publié un virulent communiqué en réaction à certaines allusions d'Antony Blinken, alors qu'il commentait la participation de la Russie à une opération de maintien de la paix au Kazakhstan.

Le ministère russe des Affaires étrangères a publié le 7 janvier un communiqué en réponse à des propos sarcastiques tenus le jour même par le secrétaire d'Etat américain au sujet de la participation de la Russie à une force conjointe de maintien de la paix récemment envoyée au Kazakhstan par l'Organisation du traité de sécurité collective, OTSC. Commentant l'arrivée de soldats russes dans cette ancienne république soviétique – qui est actuellement en proie à de violentes émeutes faisant suite à des manifestations contre la hausse du prix du gaz –, le haut diplomate américain a en effet imputé à Moscou des intentions autres que la normalisation de la situation. «Une fois que les Russes sont dans votre maison, il est parfois très difficile de les faire partir», a-t-il notamment déclaré.

«Tentative grossière de faire une blague amusante sur les événements tragiques du Kazakhstan», a dénoncé la diplomatie russe, qui a par

ailleurs insisté sur «la légitimité» d'une intervention de l'OTSC «solicitée par les autorités kazakhes» et dont «le Conseil de sécurité des Nations unies a été pleinement informé». «Si Antony Blinken aime tant les leçons d'histoire, en voici une: lorsque des Américains sont dans votre maison, il peut être difficile de rester en vie, sans se faire voler ou violer», peut-on lire plus loin dans le communiqué, qui se conclut ainsi :

«Les Indiens d'Amérique du Nord, les Coréens, les Vietnamiens, les Irakiens, les Panaméens, les Yougoslaves, les Libyens, les Syriens et bien d'autres peuples qui ont eu la malchance de voir ces invités non invités à leur porte auraient beaucoup à ajouter.» «Si Antony Blinken aime tant les leçons d'histoire, en voici une: lorsque des Américains sont dans votre maison, il peut être difficile de rester en vie, sans se faire voler ou violer», peut-on lire plus loin dans le communiqué, qui se conclut ainsi : «Les Indiens d'Amérique du

Nord, les Coréens, les Vietnamiens, les Irakiens, les Panaméens, les Yougoslaves, les Libyens, les Syriens et bien d'autres peuples [qui ont eu la m Le pouvoir kazakh est confronté depuis quelques jours à des émeutes chaotiques, particulièrement à Almaty, la plus grande ville du pays. Alors que les violences ont fait des dizaines de morts – dont au moins 18 membres des forces de l'ordre, parmi lesquels certains ont été retrouvés décapités – et plus d'un millier de blessés, le président Kassym-Jomart Tokaïev a rapidement mis en cause des «bandes terroristes» qui auraient été formées à l'étranger et décrété l'état d'urgence. Il a précisé avoir fait appel à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC, réunissant l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan) afin d'aider le Kazakhstan à vaincre la menace terroriste». Les violences font suite à un mouvement de pro-

testation qui a débuté le 2 janvier après une forte hausse des prix du gaz naturel liquéfié (GNL). Ce mouvement a démarré dans la ville de Janaozen, dans l'ouest du Kazakhstan, puis a affecté la ville d'Aktau, sur les bords de la mer Caspienne. Malgré diverses mesures prises par le gouvernement afin de calmer les manifestants – notamment une réduction du prix du GNL, fixé à 50 tenges (0,1 euro) le litre dans la région, contre 120 au début de l'année –, les rassemblements se sont poursuivis, devenant de plus en plus violents. La Russie dénonce la diplomatie américaine dans nombre de pays, dont l'Irak.

Sahara Occidental

De Mistura prépare sa première tournée dans la région

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental, Staffan de Mistura prépare sa première tournée dans la région, a indiqué M. Stéphane Dujarric, Porte-parole du SG de l'ONU, Antonio Guterres. Citant les propos de M. Dujarric, l'Agence de presse sahraouie a rapporté que M. De Mistura prépare sa première tournée dans la région, soulignant que «ce dernier est en contact avec les deux parties concernées, à savoir le Front Polisario et le Maroc».

Pour rappel, M. Guterres avait annoncé, le 6 octobre 2021, la nomination du diplomate italien, Staffan de Mistura, en tant que son nouveau envoyé personnel au Sahara Occidental, en remplacement de l'ancien président allemand, Horst Kohler qui a démissionné le 22 mai 2019. Suite à la nomination de M. De Mistura, le Front Polisario a rappelé, dans son communiqué, que la nomination de De Mistura « in-

tervient à un moment où le processus de paix de l'ONU au Sahara occidental a connu, du 6 septembre 1991 au 13 novembre 2020, des développements extrêmement dangereux, car le Maroc a sapé le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental, Minurso tel qu'établi dans la résolution 690, 1991 du Conseil de sécurité et les résolutions pertinentes, torpillé le cessez-le-feu et déclaré de nouveau la guerre au peuple sahraoui». Il a réitéré que «la seule voie à suivre pour parvenir à une solution pacifique, juste et durable garantissant la décolonisation du Sahara occidental est de permettre au peuple sahraoui d'exercer librement et démocratiquement son droit inaliénable et non négociable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la légalité internationale et aux résolutions pertinentes des Nations Unies et de l'Union africaine».



■ M. Staffan De Mistura.

Plus de 100 000 Palestiniens tués depuis la Nakba

Plus de 100 000 Palestiniens ont été tués par l'occupation israélienne depuis la Nakba (catastrophe/1948), jusqu'à fin 2021, dont 11 000 ont été tués depuis le début de la deuxième Intifada (2000-2005) jusqu'à aujourd'hui, selon des médias palestiniens. De la Nakba jusqu'à fin 2021, les forces de l'occupation israéliennes ont tué plus de 100 000 Palestiniens à travers différentes parties des

territoires palestiniens occupés, dont 357 durant l'année 2021. L'année 2014 a été la plus sanglante où 2 240 Palestiniens ont trouvé la mort, dont 2181 dans la bande de Ghaza, lors de l'agression contre l'enclave, rapporte l'agence de presse (Wafa) à l'occasion de la Journée du chahid palestinien commémorée le 7 janvier de chaque année. En 2019, le nombre de Palestiniens tués a atteint 151, et 48 en 2020, et la première

semaine de 2021 a été témoin du meurtre d'un jeune homme à El Khalil. Le nombre de corps des martyrs détenus par l'occupation israélienne depuis 1968 est de 335. La Journée du chahid palestinien est une occasion pour commémorer les martyrs de la Palestine, proclamée quatre ans après le meurtre Ahmed Musa Salama, le premier martyr de la cause palestinienne, tué le 1^{er} janvier 1965.

contribution

Le rapport de la Banque mondiale

Les réformes pour relancer l'économie nationale du seul ressort des Algériens



Le niveau d'inflation est le résultat de la restriction des importations, de la dévaluation du dinar, la faiblesse de l'offre et des émissions monétaires sans contreparties productives, la masse monétaire ayant enregistré une croissance de 12,79% durant les dix premiers mois de l'année en cours 2021. Selon la banque d'Algérie en moyenne des onze premiers mois de l'année 2021, le dinar algérien s'est déprécié de 6,21 % contre le dollar américain par rapport à la même période de l'année précédente où les cours enregistrés étaient de 134,7387 USD/DZD en 2021 et de 126,3681 USD/DZD en 2020. Le PLF 2022 prévoit 149,3 DA pour un dollar 2022, 156,8 DA/dollar en 2023 et 164,6 DA/dollar en 2024, la cotation officielle avec un écart de plus de 50% sur le marché parallèle, (entre 213/215 dinars un euro cours achat/vente) du dinar étant le 23/12/2021 de 138,8054 dinars un dollar et 157,1277 dinars un euro. Malgré le dérapage du dinar pour ne pas dire dévaluation de 5 dinars vers les années 1970/1973 de 80 dollars entre 2000/2004 et actuellement entre 138/139 dinars un dollar, cela n'a pas permis de dynamiser les exportations hors hydrocarbures montrant que le bocage est d'ordre systémique avec la dominance du terrorisme bureaucratique qui bloque les énergies créatrices. Les exportations de biens hors hydrocarbures ont atteint 3,015 milliards soit en tendance fin 2021, environ 4 milliards de dollars. Cependant, le bilan officiel de Sonatrach 2020 donne 2 milliards de dollars des dérivés d'hydrocarbures avec une perspective de plus de 2,5 pour 2021 où selon les services des douanes uniquement pour les engrais il y a eu augmentation de plus de 35% pour les 11 premiers mois, sans compter les autres dérivés d'hydrocarbures, et si l'on ajoute les semi-produits à très faible valeur ajoutée, le montant dépasse les 3 milliards de dollars restants aux produits à valeur ajoutée concurrentiels entre 1,5 et 1 milliard de dol-

Chaque pays est souverain dans ses décisions, les hautes autorités du pays étant conscientes des difficultés que traverse le pays. Afin d'éviter des débats stériles qui n'apportent aucune valeur ajoutée, récemment avec la Banque mondiale, le Premier ministre en date du 31/12/2021 l'Algérie note avec justesse, je cite «certains médias ont exagéré dans l'analyse de la teneur du rapport de la Banque mondiale, en le présentant comme un document uniquement négatif, même si on n'est pas d'accord sur certaines données, ce rapport regorge d'indicateurs positifs devant toute critique avoir lecture approfondie afin d'éviter toute sensibilité entre ces institutions et l'Algérie». Certains soi-disant experts, dans un esprit de louange en contrepartie d'une rente, sans lire le rapport, ont contribué à cette mauvaise interprétation. C'est que l'Algérie a toujours des relations constructives avec toutes les institutions financières internationales, FMI, Banque mondiale, BIRD, organisation de l'Union africaine, organisation des pays arabes et bien d'autres dans le cadre du respect mutuel.

lars fin 2021. En réalité, avec les dérivés d'hydrocarbures les recettes en devises pour 2021 représentent entre 97/98% où en ce mois de décembre 2021, Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach Du fait que plus de 85% des matières premières sont importées, le taux d'intégration faible, tant pour les entreprises publiques et privées, sans compter l'assistance technique étrangère, avec la dévaluation du dinar entre 2022 et 2024, l'inflation sera de longue durée. Comme conséquence de ce processus inflationniste, la détérioration du pouvoir d'achat, la détérioration l'extension des rentes spéculatives avec l'amplification de la sphère informelle contribuant à 50-60% au PIB en hors hydrocarbures, échappant à toute traçabilité, canalisant selon le président de la République entre 6 000 et 10 000 milliards de dinars, soit entre 44 et 73 milliards de dollars. A cette tendance, l'on devra relever d'au moins deux à trois points le taux directeur des banques afin d'éviter leur faillite, freinant par ricochet l'investisseur productif dont la rentabilité est à moyen et long terme. Pour plus d'objectivité, quant au niveau des réserves de change, l'on doit tenir

compte du nombre de projets bloqués dont la réalisation aurait donné un déficit de la balance commerciale fin 2021 plus important. Si on avait mis en œuvre tous les projets bloqués, et en prenant en moyenne une sortie de devises pour des projets PMI/PME concurrentiels au niveau du marché mondial, le Premier ministre parle d'un montant d'environ 90 milliards de dollars dont une partie importante en devises avec seulement de 50/70 millions de dollars pour la partie devises, sans compter la partie dinars, et les projets hautement capitalistiques qui fluctuent entre les 2/4 milliards de dollars, auraient été pour les 402 projets entre 20 milliards et 28 milliards de dollars entre 2020/2021, ce qui donnerait fin 2021 entre 13 et 20 milliards de dollars de réserves de change. Quel sera l'impact sur le niveau des réserves de change pour 2022 où selon le gouvernement, il y aura relance de tous ces projets bloqués avec une part importante de sorties de devises, ainsi que de nouveaux projets afin d'éviter de vives tensions sociales sans un afflux conséquent des investisseurs étrangers en nette baisse entre 2019/2021 ? On évoque actuellement la nationalisation des

unités des oligarques. Attention de ne pas renouveler les erreurs du passé, puisque selon les données du Premier ministre, des coûts d'assainissement durant les trente dernières années ont coûté au Trésor public environ 250 milliards de dollars et durant les 10 dernières années, selon les fluctuations du taux de change, les réévaluations environ 60/65 milliards de dollars. Pour éviter des remous sociaux, la loi de finances 2022 prévoit pour les subventions plus de 14 milliards de dollars au cours de 138 dinars un dollar, représentant 19,7% du budget de l'Etat.

En conclusion, du fait de l'ancienne culture, vouloir relancer l'économie à partir de lois, de codes, de commissions est un leurre, alors qu'ils agissent de lever les contraintes bureaucratiques qui paralysent l'épanouissement du savoir et les entreprises créatrices de richesses. Le véritable patriotisme devant reposer sur un langage de vérité, ni autosatisfaction, ni sinistrose d'où l'urgence de revoir le système d'information qui s'est effrité et la communication de certains responsables en déphasage avec la réalité, afin de mobiliser les citoyens. La vision purement monétaire de la restriction aveugle des importations pour préserver les réserves de change, sans vision stratégique de la relance économique, paralysant l'économie nationale ne peut que conduire à la déflation sociale avec de graves incidences sécuritaires. L'Algérie, pays à fortes potentialités, sous réserve d'une nouvelle gouvernance, est un acteur déterminant de la stabilité de la région méditerranéenne et africaine. L'année 2022 sera l'année de tous les défis : relance économique au sein d'une économie ouverte, en symbiose avec une profonde justice sociale ou régression sociale et diplomatique. C'est une question de sécurité nationale.

Professeur des universités, expert international Dr Abderrahmane Mebtoul (Suite et fin)

INFO EXPRESS

Constantine
Un spectacle chorégraphique pour célébrer Yennayer 2972

Un spectacle chorégraphique sera présenté le 12 janvier prochain au Théâtre régional de Constantine, TRC, Mohamed-Tahar Fergani, à l'occasion des festivités célébrant Yennayer 2972, premier jour de l'an amazigh, a indiqué, mardi, le directeur du Théâtre. «Des tableaux artistiques rassemblant la chorégraphie, le chant et la musique pour raconter l'histoire et la culture amazighes dans toute sa diversité seront ainsi proposés au public pour célébrer le nouvel an amazigh», a précisé à l'APS, Ahmed Mireche, indiquant que les dernières retouches techniques et artistiques de ce spectacle étaient en cours. Outre l'animation de la scène culturelle locale, l'objectif tracé à travers ce spectacle est de «mettre en avant le patrimoine culturel et historique à travers les différents rituels de célébration du Yennayer et sa diversité culturelle dans les différentes régions du pays», a-t-il affirmé. Par ailleurs, M. Mireche a souligné que le Théâtre régional de Constantine Mohamed-Tahar Fergani rendra hommage le 10 janvier prochain, à l'occasion de la célébration de la Journée arabe du théâtre, à l'artiste Hacène Boulakhrouf dont la maladie l'a privé des planches. A ce titre, il est prévu la présentation de la pièce théâtrale «Pirates Kharayib» et d'une co-production (TRC-Constantine et l'association culturelle El Massil), réalisée par Karim Boudechiche et interprétée par Hacène Boulakhrouf et Djamel Mazouri. M. Mireche a relevé que cet hommage se veut «une reconnaissance» à l'artiste Hacène Boulakhrouf, à son talent et son engagement au service de l'art, le théâtre en particulier.

Ouargla

La colombophilie, une passion en vogue

La colombophilie ou l'élevage du pigeon voyageur attire de plus en plus de jeunes adeptes amateurs dans la wilaya de Ouargla dont la passion ne cesse de prendre de l'ampleur.

De nombreux colombophiles locaux, passionnés de ce type de volatile, se sont lancés dans cette activité en plein essor, avec l'objectif de se structurer au sein d'un club de colombophilie leur ouvrant droit à l'organisation de manifestations et la participation à des concours et compétitions nationaux et internationaux. Le rêve s'est concrétisé, après trois ans d'inlassables efforts, pour donner naissance, au mois de juillet dernier, au premier club de colombophiles amateurs d'Ouargla, regroupant, outre les passionnés de pigeon voyageur, d'autres ornithologues, avant de se lancer dans la création de volières renfermant plus de 200 oiseaux appartenant à une dizaine de jeunes mateurs. Pour s'assurer de la fidélité de leurs pigeons, ces colombophiles se sont donnés rendez-vous dans une zone désertique d'Ouargla pour organiser des volées d'endurance sur des distances de 80 km à 350 km, a indiqué le président du club Djaâfar Ben-



■ Naissance d'un club de colombophiles à Ouargla.

(Photo > D. R.)

krima. Les préparatifs de la course sont entamés avec le regroupement des pigeons en nocturne puis l'ouverture des volières en début de matinée, donnant ainsi le départ d'une course chronométrée. La première course a été effectuée, en période hivernale, depuis la zone saharienne de Hassi-Benkhelifa, suivie d'une autre depuis la région de Hassi-Laâgrab, puis d'une troisième à partir de la zone de Feidjet El-Adjouz vers Ouargla. Les résultats étaient encourageants sur différents plans, a-t-il expliqué. La wilaya

d'Ouargla recense plus d'une trentaine de colombophiles qui vont jusqu'à importer des pigeons voyageurs, notamment les meilleures races d'endurance à tire-d'aile, dont les races «Janssen» et «Jan Aarden», considérées comme l'une des meilleures lignées d'oiseaux dans le monde. Toutefois, selon le président du club, les colombophiles se heurtent, en dépit de la disponibilité de moyens de transport et de voyage, à des menaces auxquelles est exposée l'activité, à l'instar de la menace des faucons dans le dé-

sert, ainsi que l'absence de routes bitumées et de couverture téléphonique. Pour certains, la volonté existe pour assurer la continuité de la colombophilie, ancien messager et symbole de paix, et s'impliquer dans les activités de la discipline à l'échelle nationale et internationale. Une activité qui suscite un large intérêt dans le monde, tel qu'en Chine et dans les pays du Golfe, à la faveur de la fondation en 1948 de la Fédération colombophile internationale, dont le siège est à Bruxelles, Belgique.

Batna

L'importance de lutter contre l'analphabétisme numérique

→ La démarche de lutte contre l'analphabétisme numérique à laquelle a adhéré l'association algérienne d'alphabétisation «Iqra» «est hautement importante et les autres associations doivent lui emboîter le pas», a indiqué jeudi à Batna le conseiller du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger Nazih Berramdane. Intervenant lors d'une journée d'étude sur le thème : «L'alphabétisation à l'heure de l'enseignement électronique, défis et perspectives», M. Berramdane a estimé que l'adhésion des associations à cette démarche «augmente le degré de conscience des Algériens outre son objectif économique et son impact sur la cohésion sociale face aux divers défis». Il a également rappelé les instructions du président de la République Abdelmadjid Tebboune relatives au passage à la phase numérique dans la lutte contre l'analphabétisme tout en



■ Association algérienne d'alphabétisation Iqra.

(Photo > D. R.)

préservant les efforts fournis précédemment dans le domaine. Nazih Berramdane a relevé que sa participation à cette journée, organisée par le bureau de wilaya de l'association Iqra en coordination avec l'université Batna-2, est à même de «valoriser ces rencontres et de concrétiser les engagements du président de la République

visant à encourager la société civile à assumer son véritable rôle qui est complémentaire aux institutions de l'Etat». Durant la rencontre, tenue en présence du wali de Batna Toufik Mezhoud, du président de l'association «Iqra» Hocine Khelil et des présidents d'associations de plusieurs wilayas, M. Berramdane a mis l'accent sur

le rôle des associations au service de la société, rappelant leur action active durant la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Il a indiqué que la réflexion est engagée pour que les missions de l'Observatoire national de la société civile, créé fin 2021 en vertu des engagements du président de la République, comprennent la préparation et la formation des membres des associations à faire face aux éventuelles crises. Le président de l'association nationale «Iqra» a inscrit la tenue de cette journée dans la continuité du séminaire national sur «L'alphabétisation informatique à l'ère du numérique», organisé à Alger en septembre passé sous le slogan «pour une nouvelle Algérie sans illettrisme informatique». La rencontre rentre également dans le cadre de la célébration de la Journée arabe d'alphabétisation qui coïncide avec le 8 janvier de chaque année, est-il noté. ■

International

France

Les leçons à tirer de la montée de l'extrême-droite

La survie matérielle d'une civilisation dépendra de la technique et des sciences pour lui permettre non seulement de dominer la nature mais également de se défendre contre ses adversaires de l'extérieur. Il suffit de voir par exemple la muraille de Chine qui est un chef d'œuvre architectural et militaire qui a été pour longtemps une barrière aux envahisseurs turco-mongols. C'est avec les canons que les Ottomans sont venus à bout des Byzantins.



C'est aussi avec le feu grégeois que Byzance a résisté à tant d'envahisseurs et en particulier les arabes. Dans les temps modernes, Weismann a poussé les britanniques à faire la déclaration Balfour qui a ouvert la voie à la création de l'État d'Israël en inventant l'arme qui a permis aux britanniques de faire la guerre : l'explosif artificiel. L'Occident a colonisé des peuples entiers grâce à ses techniques. Mais lorsque la sphère scientifique et technique est menacée par un groupe culturel réactionnaire qui commence à un stade donné de l'histoire d'une civilisation à prendre le dessus et à priver cette sphère technico-scientifique d'espace pour s'exprimer et se développer, cette civilisation décline. Mais il n'y a pas que les sciences et les techniques, il y a aussi la rationalité et l'objectivité. Lorsqu'un groupe culturaliste et essentialiste développe une vision de la société, de la politique et de l'économie qui ne sont pas rationnelle et objectives, la civilisation décline aussi. Au Moyen-Âge, la civilisation islamique a commencé à décliner à partir du moment où le mouvement rationaliste mut'azilite a été détruit au 9ème siècle par les hanbalites et les acharites qui avaient une vision traditionnelle et culturaliste. On peut le voir avec l'extrême-droite en France dont le représentant le plus en vue aujourd'hui est Éric Zemmour. Ces idées si elles ne sont pas fausses, sont loin d'être objectives et rationnelles. Il nous donne des chiffres alarmants sur l'immigration sans que personne ne puisse les vérifier. Ces projections sont également erronées (le taux de croissance de la communauté des immigrés, le taux de chômage, le changement climatique, l'économie française, l'Union européenne). On se rappelle tous la citation de Joseph Goebbels « Plus le mensonge est grand, plus il passe ».

Cette nature n'est autre que magique et ce qui est magique est attrayant et séduisant. Mais la caractéristique principale du discours magique est son in-falsifiabilité, c'est-à-dire la difficulté de le réfuter.

Le secret du groupe culturaliste, nationaliste et essentialiste (cas de l'extrême-droite)

La force d'un discours d'un groupe culturaliste, nationaliste et idéologique est sa nature magique. Afin de comprendre cette nature magique, il faut utiliser la théorie proposée par Durkheim sur l'origine des croyances magiques. Selon ce dernier, la rationalité est une propriété unique, indivisible et homogène de l'humanité, mais le comportement et la vision des hommes dépendent de théories échafaudées au fur et à mesure pour « tenter de comprendre le monde et d'agir sur lui ». Ces théories ne sont pas identiques d'une culture à l'autre, tout comme elles sont différentes, dans une même culture, d'une époque à l'autre. Le savoir des hommes et leur comportement sont tributaires des idées qui sont élaborées à partir de théories très différentes si on passe d'une culture à une autre. Selon la théorie de Durkheim, le savoir des non-occidentaux (primitifs) n'est pas basé sur la rationalité et l'inférence causale et il n'existe pas chez eux de théories scientifiques pour les sciences comme la physique proprement dite.

Durkheim appelle primitifs tous les peuples qui n'appartiennent pas au monde occidental qu'ils soient historiques ou contemporains. D'ailleurs, la puissante domination des systèmes culturels est similaire aussi chez bien les peuples historiques que chez les peuples contemporains. C'est finalement l'esprit magique qui constitue le fondement du groupe culturel dominant puisqu'elle fédère un ensemble de croyances et permet de coordonner les données de l'expérience sensible. « Dans le cas des sociétés qu'envisage Durkheim, ce sont les doctrines religieuses qui fournissent des explications du monde permettant de coordonner les données de l'expérience sensible. Ces doctrines jouent donc dans les sociétés traditionnelles le rôle de la science dans nos sociétés : comme les théories scientifiques, elles proposent une explication du monde. Quant aux croyances magiques, elles ne sont autres que les recettes que le « Primitif » tire de cette biologie qu'il construit à partir des doctrines religieuses en vigueur dans sa société ». La thèse Duhem-Quine a montré qu'une théorie est un tout qui n'est pas facile à remettre en cause lorsqu'une expérience contredit quelque chose dans la théorie. On ne peut rejeter tout un édifice théorique au motif que quelque chose ne va pas. Par exemple, les Grecs n'ont pas abandonné le culte de Delphes lorsque celui-ci avait prédit la victoire des Perses durant les Guerres médiques. Par ailleurs, lorsque les rituels ne donnent pas les résultats escomptés,

théories y est peu actif, et il est normalement moins concurrentiel s'agissant des théories religieuses que des théories scientifiques²³ » a-t-il affirmé. Par ailleurs, les croyances fausses peuvent être appuyées par des occurrences qui se réalisent et ce, d'autant plus que le système d'explication est fortement présent. Durkheim donne l'exemple des rituels de pluie. La pluie a plus de chance de tomber lorsque les récoltes ont en besoin. Par conséquent, les rituels sont souvent confirmés par la réalisation du résultat escompté. « Si l'on classe par exemple les jours de l'année selon deux variables binaires X (avec les valeurs x = rituel de pluie pratiqué, x' = rituel non pratiqué) et Y (y = journée pluvieuse, y' = journée non pluvieuse), on doit s'attendre à ce que la fréquence avec laquelle la pluie tombe soit plus grande lorsque le rituel a été accompli ». En revenant à ce qui a été dit sur la pensée magique, on peut dire selon l'ordre d'idées de Durkheim que ces croyances sont d'abord tirées de l'expérience. Les propos de Zemmour ne sont pas basés sur la rationalité et l'inférence causale et il n'existe pas chez lui une théorie scientifique. Elles sont dépendantes de représentations théoriques élaborées par Zemmour, ses émules et ses adeptes pour comprendre ce qui les entourent, surtout lorsque des phénomènes comme l'immigration, la survie de la civilisation chrétienne et de la France sont étroitement liées à leur inconscient, à leurs croyances mythiques et qui sont existentielles. Comme le

Éric Zemmour relativiste la pénurie de main d'œuvre au Royaume-Uni suite au Brexit par une hausse des salaires. Or, celle-ci selon les études économiques, a été induite par des causes qui n'ont rien à avoir avec le Brexit et sont plutôt inhérentes à la période post-pandémie du Covid. Sur un plan historique, il avance des idées basées sur l'existence d'une menace islamique à la civilisation occidentale comme celles relatives au grand remplacement en se basant sur ces chiffres sur l'immigration.

on trouvera toujours une explication pour les sauvegarder (les dieux sont de mauvaise humeur par exemple). Dans le célèbre film réalisé par Mel Gibson Apocalypto on voit une scène qui reflète bien une telle situation. Ayant constaté l'apparition d'une éclipse solaire au moment de faire un sacrifice humain, le grand prêtre aztèque arrête la cérémonie au motif que le Dieu solaire Kulkulan soit rassasié. Il avait trouvé une explication pour préserver le système culturel devant une foule ébahie et pensive. Durkheim avec un éclair de génie imagine que dans les cultures non occidentales, on préserve les théories magiques et religieuses parce qu'il n'est pas facile de remplacer les théories défectueuses par des théories nouvelles. «...Les sociétés traditionnelles sont caractérisées par le fait que les interprétations du monde auxquelles elles souscrivent sont faiblement évolutives. Le marché de la construction des

dit Durkheim en se référant aux sociétés primitives, les données de l'expérience ne peuvent agir que sur le fond de représentations théoriques sur l'identité française, sa durabilité dans le temps, sa dimension religieuse, la conscience du déclin de la société et de l'État qui est perpétuée par la culture et les travaux des penseurs xénophobes et islamophobes. Par conséquent, ces représentations ne peuvent pas être directement tirées de l'expérience. Les membres de l'extrême-droite les déduiront du corpus de savoir tenu pour légitime dans la collectivité dont ils sont membres. Comme nous le rappelle Durkheim, il n'est pas facile de remplacer les théories défectueuses par des théories nouvelles. Il n'est aisé pour Zemmour de remplacer ses théories sur le grand remplacement et il n'a jamais cessé de les exprimer avec une velléité égocentrique même si elles sont défectueuses. Par ailleurs, les croyances fausses de Zemmour

peuvent être appuyées par des occurrences qui se réalisent étant donné la présence d'un système d'explication. Il peut sembler que des problèmes de sécurité comme des attentats à petites échelles se produisent en France comme partout en Europe et dans le monde. Par conséquent, le discours anti-islamique de Zemmour donne l'apparence d'être confirmé par ces occurrences alors que ce sont de simples et malheureuses coïncidences.

Enfin, la plupart des propos de Zemmour sur un large éventail de questions reflètent exactement la prédiction de Duhem-Quine selon laquelle une théorie est un tout qui n'est pas facile à remettre en cause lorsque la réalité scientifiquement parlant contredit quelque chose dans la théorie. Par exemple, lorsqu'on lui dit qu'au Royaume-Uni a connu une pénurie de main d'œuvre suite au Brexit, il affirme qu'il y a eu dans ce pays une hausse des salaires. Or, cette hausse a été provoquée par des facteurs complexes dans un contexte de pandémie du Covid. Ainsi, il trouve un expédient pour sauver sa théorie sur le grand remplacement exactement comme ce prêtre aztèque qui a expliqué l'éclipse solaire qui est intervenue au moment d'un sacrifice dédié au dieu solaire par le fait que ce dernier soit rassasié (dans le film Apocalypto).

Conclusion

Notre théorie du seuil de survie des civilisations permet d'expliquer le déclin des civilisations en s'inspirant de la philosophie de l'histoire. Cette théorie possède une explication unique à un phénomène historique unique à travers l'identification d'une chaîne causale précise. Voilà un peu ce qu'on peut dire de la théorie du seuil de survie des civilisations. Mais comme on a déjà expliqué, il y a un seuil à partir duquel une civilisation pourra ou ne pourra pas survivre. Si le groupe culturel et idéologique persiste dans sa domination, alors l'économie et la science seront condamnées. Ils ne peuvent franchir le seuil de la survie. Mais si ce groupe commence à s'effondrer à partir d'un maillon faible et ce processus de désintégration se poursuit pendant suffisamment de temps, la civilisation entière survivra. C'est paradoxalement le caractère souple et progressiste du savoir de la renaissance qui a permis à celle-ci de s'immuniser contre les réfutations et les destructions qui sont de causes diverses. Tout au contraire, les autres systèmes de croyances et de savoir ne sont pas immunisés de la même façon. Soit, ils perdurent en dominant tout l'horizon et l'environnement intellectuel d'une civilisation, soit ils déclinent totalement pour ne laisser que peu de traces, ce qui, en l'occurrence, le cas de l'idéologie d'extrême-droite. Cette étonnante caractéristique est inhérente à l'unité des groupes culturels, idéologiques et nationalistes comme on l'a longuement expliqué. Dès qu'une pièce du puzzle ou une pierre de l'édifice tombe, le système tout entier s'écroule. Par exemple, le coup porté par la théorie copernicienne au système aristotélicien parrainé par l'Église tout au long du Moyen Âge lui a été fatal. De même, il faudrait une nouvelle théorie copernicienne pour faire tomber l'extrême-droite. Je ne peux pour le moment que proposer les paradigmes du vivre-ensemble, de la diversité et du droit à la différence. Il faudrait que le groupe progressiste français produise des idées rationnelles pour détruire les idées réactionnaires de l'extrême-droite qui a failli une fois sous le régime de Vichy faire disparaître la France à la fin de la seconde guerre mondiale, ce qui confirme d'ailleurs notre théorie sur le seuil de survie des civilisations.

Rafik Hiahemzizou
Suite et fin

Musique Raï

Le dossier examiné en décembre 2022 à l'Unesco

→ Déposé pour la première fois en 2016, le dossier de la musique Raï sera examiné, en décembre 2022, à l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, les Sciences et la Culture (Unesco), en prévision de son éventuel classement sur la liste du patrimoine immatériel de l'humanité, a annoncé le directeur du Centre national de Recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH).

«Le dossier est en cours d'expertise par l'organe d'évaluation de l'Unesco et ce n'est que vers septembre-octobre que nous aurons un projet de décision qui sera soumis au Comité inter-gouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, en prévision de son examen lors de la prochaine session annuelle, en décembre 2022», a expliqué Farid Kherbouche à l'APS. Et de préciser que l'examen de ce dossier «aura lieu à cette date à moins que l'Algérie ne décide de le retirer pour prioriser un autre, ce qui n'est pas le cas», rappelant «les réserves techniques» émises par ce Comité des experts, lors du dépôt initial du projet en 2016.

«Il y a eu ces réserves au motif qu'il fallait enrichir le dossier par notamment des mesures de sauvegarde de ce patrimoine, ce que l'Algérie a fait. Il faut comprendre que lorsqu'un pays classe un élément, il exprime par cette démarche sa volonté de préserver



celui-ci», explique-t-il encore. Abordant l'origine de ce genre musical, il se montre catégorique : «Le Raï est non seulement algérien, mais plus précisément lié à l'ouest du pays», insiste-t-il, rappelant l'environnement «rural» où il naquit : «Et c'est vers le début du 20^e siècle que ce genre musical s'est déplacé vers les villes, avec l'exode rural dicté par les conditions économiques de l'époque. C'est ainsi que nous retrouvons ses auteurs, les 'Chouyoukh', installés dans les périphéries des centres urbains et l'y pratiquant». S'agissant des tentatives d'appropriation du Raï, il fera remarquer : «Partout dans le monde, lorsqu'un label représente une manne financière importante, des pays essaient de se l'approprier». Une «logique» qui expliquerait que l'inscription du Raï n'ait pu aboutir à ce jour, soutiennent diverses parties.

Tout aussi tranchant quant à la «paternité» disputée à l'Algérie, le directeur de l'Agence algérienne pour le Rayonnement culturel (AARC), Abdelkader Bendaamache, affirme : «Il n'existe aucune ambiguïté sur l'origine algérienne du Raï qui est né dans le

milieu rural de l'Ouest. N'empêche, le Maroc a, de tout temps, tenté de se l'approprier en organisant des festivals du Raï et en y invitant des chanteurs algériens, notamment les plus célèbres d'entre eux».

Et de citer, parmi les précurseurs de ce style musical, nombre de voix féminines, telles que Kheira Kandil, Fatma El-Khadem, Fatima «El-Relizania», Zaza «El-Maascra», Cheikha Djénia, Habiba «El Abassia» et Cheikha Rimitti, précisant que cette illustre ambassadrice du Raï, native de Sidi-Bel-Abbès, a connu son 1^{er} succès en 1952, à Alger. Cette wilaya, avec Tiaret, Relizane et Mostaganem, constituent «le rectangle originel du Raï», poursuit-il, faisant aussi savoir que, durant l'occupation française, les colons ont tenté d'instrumentaliser ce genre musical pour détourner les Algériens de leurs conditions d'opprimés.

«Car, contrairement à la Tunisie et au Maroc, gérés en protectorats, la France a colonisé l'Algérie pour y demeurer définitivement. C'est pourquoi, il était important pour elle d'effacer tout ce qui caractérisait l'identité, l'histoire et la culture du peuple algérien», com-

mente le chercheur en poésie et littérature berbère.

A la conquête du monde...

Si le Raï a connu une modernisation, après l'indépendance du pays, grâce notamment aux frères Rachid et Fethi Baba ainsi que Messaoud Bellemou, son essor a été propulsé avec l'avènement, en 1985, du festival qui lui était consacré, avant qu'il ne conquière la scène musicale internationale, à travers des «Chebs» et «Chebbate», notamment Cheb Khaled et Cheb Mami, respectivement «Roi» et «Prince» du Raï, rappelle M. Bendaamache.

Point de doute également quant à l'«Algérianité» du Raï pour l'archéologue et historien, Abderrahmane Khelifa, qui maintient que ce patrimoine «est né, depuis les temps les plus anciens, dans l'Ouest algérien», citant, en sus de Cheb Khaled, Cheb Mami et Cheikha Rimitti, Cheikh Hamada, Seghir Boutaiba, Chaba Zahouania et tant d'autres : «Autant de voix qui ont porté haut les couleurs du Raï, très répandu en Algérie», s'est-il félicité.

Se référant aux archives de la presse nationale des années 70

et 80, le chercheur en patrimoine immatériel, Abdelhamdi Bou-rayou, souligne, quant à lui, que ce genre musical, «natif de l'Ouest algérien dans la sphère berbère», était caractérisé à l'époque par son essence «contestataire», faisant de lui une «expression culturelle en porte-à-faux avec le discours officiel».

D'où sa large présence chez la jeunesse en dehors des circuits et autres médias officiels, tels que les fêtes de mariage et les espaces de loisirs (bars, discothèques), ajoute l'enseignant-universitaire qui tient, par la même occasion, à rendre un hommage appuyé à son confrère, Hadj Miliani, décédé en juillet dernier, pour ses travaux de recherche qui constituent «une référence» en la matière.

Et de considérer que c'est «durant les dernières décennies que le Raï est passé de l'autre côté de la frontière ouest, à la faveur notamment de son développement au sein de la communauté maghrébine établie à l'étranger et de l'intérêt que cette musique a suscitée dans les milieux des affaires», faisant observer que les Maghrébins évoluent, souvent, dans les mêmes espaces en Europe et partagent des habitudes et pratiques culturelles communes ou ressemblantes. Interrogé sur la «bataille» autour de la paternité du Raï, le chanteur, guitariste et auteur-compositeur de «Raina Rai», Lotfi Attar, rétorque : «Le Maroc est en train de revendiquer un genre musical qui ne lui appartient pas et c'est ce qu'il fait pour d'autres pans de notre patrimoine», rappelant l'essor de ce groupe mythique durant les années 1980 dont les titres passaient «en boucle» chez les voisins de l'Ouest.

R. C.

CNCA

Projection presse de «La vie d'après» d'Anis Djaâd

«La vie d'après», premier long métrage de fiction du réalisateur Anis Djaâd, a été présenté aux médias, mercredi dans la salle de projection du Centre national de la Cinématographie et de l'Audiovisuel (CNCA) à Alger. Produit par la maison «Alegria production», en collaboration avec le CNCA, ce long métrage marque le retour d'Anis Djaâd au-devant de la scène cinématographique, après trois courts métrages à succès, «Le hublot», «Passage à niveau» et «Voyage de Keltoum».

D'une durée de 107 mn, «La vie d'après» relate l'histoire poignante de Hajer, incarnée par l'époustouflante Lydia Larini, qui se retrouve avec son fils «Djamil», rendu par le jeune Ahmed Belmoumen, dans le tourbillon infernal de la rumeur et du mensonge des gens, qui voient en elle une femme de mauvaise réputation, aux mœurs légères.

Subissant les regards obliques des autres, Hajer prend acte de cette situation d'injustice qu'elle endure et décide, dans son for intérieur, de rebondir et faire preuve de résilience en affrontant, en plus des difficultés de la vie, l'adversité des qu'en dira-t-on, et l'envie persistante et démesurée d'exister de son fils.

Dans le débat qui a suivi la projection, Anis Djaâd est revenu sur les conditions de tournage de ce long métrage sélectionné au Festival International du Film d'Amiens, estimant avoir eu la chance de «finaliser le tournage à Mostaganem et ses environs deux mois avant que la pandémie ne se déclare en Algérie».

Les phases de montage et de post production en France ont été, selon le réalisateur, plus «laborieuses», vu le contexte sanitaire qui a failli compromettre la sortie du film.

Le réalisateur a, en outre, salué la «détermination et le profes-

sionnalisme» de l'équipe du film qui a réussi à terminer le tournage, en extérieur et en bord de mer, «avant même les délais et sans recourir à une quelconque rallonge budgétaire auprès du ministère de la Culture et des Arts».

Scénariste de toutes ses œuvres, Anis Djaâd, a retrouvé les salles obscures dans un registre de néoréalisme social qu'il a choisi depuis son premier film en se positionnant comme «observateur de la société qui prend toujours le temps de développer ses sujets avec le recul approprié», se refusant de faire «un cinéma d'urgence».

Choisir le néoréalisme social comme genre cinématographique c'est «dire, dans la perspective du constat et de la radiographie, les vrais maux dont souffre sa société avec tout l'apaisement adéquat et sans jamais vouloir en faire un fonds de commerce», a tenu à préci-

ser le réalisateur. «La vie d'après» est déjà distribué dans toutes les salles du réseau de la cinémathèque algérienne et bientôt dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), par le biais de «MAD Solutions» (Égypte), premier studio panarabe indépendant et conseiller en marketing et création pour l'industrie arabe du cinéma et du divertissement.

Dans son élan de cinéaste engagé pour son pays, Anis Djaâd a évoqué brièvement la mise en projet d'un nouveau film, «Terre de vengeance», développé dans l'atelier Meditalents et qui a été «retenu par la Bourse d'aide au développement du festival Cinemed parmi 14 projets d'auteurs de la Méditerranée».

Il précise que ce projet a également été «tout naturellement déposé au Fdatic (Fonds de développement de l'Art et de l'Industrie cinématographique). Journaliste, scénariste et réalisa-

teur, Anis Djaâd a signé son premier court métrage, «Le hublot» en 2012 qui sera suivi en 2014 de «Passage à niveau» puis par «Le voyage de Keltoum» en 2016.

Avec ces trois courts métrages, le cinéaste a pris part à de nombreux festivals internationaux en Tunisie, en France, ou encore en Jordanie en plus de nombreuses manifestations en Algérie.

Anis Djaâd est également l'auteur de deux romans, «L'odeur du violon» et «Matins parisiens». Avant la projection du film, une exposition de plusieurs affiches de films algériens a été organisée au niveau du hall d'entrée du CNCA, pour annoncer la mise en service de l'application, «Live Posters», permettant d'accéder aux bandes annonces, ainsi qu'aux fiches techniques et artistiques des films qui y sont répertoriés.

R. C.

CAN-2021

Douala se met à l'heure du rendez-vous continental

→ L'arrivée des équipes ivoirienne, sierra-léonaise, et équato-guinéenne à Douala, en attendant samedi celle de l'Algérie, pensionnaires du groupe E de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022), a permis à la capitale économique du Cameroun d'entrer de plein fouet dans l'ambiance de la 33^e édition du rendez-vous continental (9 janvier - 6 février).

L'aéroport international de Douala a vibré jeudi soir au rythme de danses de groupes folkloriques, venus à l'accueil des délégations de la Sierra-Leone et de la Guinée équatoriale.

La Sierra-Leone, dont il s'agit de la troisième participation à la phase finale de la CAN, a rejoint Douala avec un effectif de 28 joueurs, dont le défenseur Steven Caulker (Fenerbahçe/Turquie), sélectionné une seule fois avec l'équipe d'Angleterre en



■ Douala vibre au rythme de danses de groupes folkloriques. (Photo > D. R.)

2012. Dirigée sur le banc par John Keister, la Sierra-Leone a pris ses quartiers au luxueux hôtel de Best Western, alors que les entraînements des «Leone Stars» vont se dérouler à l'annexe Nord du stade de Japoma. Le match amical que devait se jouer face à la Tunisie à Douala a été annulé. Quelques heures plus tard, la délégation de la Guinée équatoriale est arrivée

à Douala, après avoir effectué son ultime étape préparatoire dans la capitale du pays Malabo.

Le «Nzalang nacional», qui s'appête à disputer sa troisième phase finale, retrouve la CAN, six ans après sa dernière apparition, à la CAN-2015, organisée à domicile (en remplacement du Maroc, ndlr). Cette année-là, le «Nzalang Nacional» avait déjoué tous les pronostics, en terminant au pied du podium (4^e). Sous la houlette du technicien local Juan Micha Obiang, l'équipe a choisi d'élire domicile à l'hôtel La Falaise dans le quartier de Bonapriso.

Les coéquipiers du défenseur Ruben Belima (Hercules/Espagne) vont s'entraîner à l'annexe Nord du stade de Japoma. La première équipe du groupe E à rejoindre Douala n'est autre que la Côte d'Ivoire, avec sa pléiade de joueurs évoluant dans les plus grands championnats européens.

Arrivés mercredi au Cameroun, les «Éléphants» ont effectué jeudi leur première séance d'entraînements à l'annexe du stade de la Réunion de Bépanda. Privée de plusieurs joueurs, dont le gardien de but Sylvain Gbohouo, suspendu par la Fédération internationale (Fifa) pour utilisation de substance interdite aux sportifs, l'équipe ivoirienne s'est adonnée à son premier galop sous la conduite du sélectionneur français Patrice Beaumelle.

Les Ivoiriens qui se sont préparés à Djeddah en Arabie saoudite, ont vu leur préparation fortement perturbée après l'annulation des deux matches amicaux face aux Comores et au Mali.

R. S.

CAN-2021

Les arbitres du tournoi au Cameroun

→ Liste des 63 arbitres retenus par la Confédération africaine de football (CAF) pour officier pendant la Coupe d'Afrique des nations 2021, prévue du 9 janvier au 6 février prochains au Cameroun.

Arbitres : Bamalak Tessema (Ethiopie), Gassama Bakary Papa (Gambie), Jiyed Redouane (Maroc), Jany Sikazwy (Zambie), Victor Miguel de Freitas Gomes (Afrique du Sud), Maguette Ndiaye (Sénégal), Mustapha Ghorbal (Algérie), Boubou Traore (Mali), Joshua Bondo (Botswana), Jean Jacques Ndala Ngambo (RD Congo), Helder Martins de Carvalho (Angola), Daniel Nii Laryea (Ghana), Sadok Selmi (Tunisie), Pacifique Ndebahawenimana (Burundi), Dahane Beida (Mauritanie), Peter Waweru Kamaku (Kenya), Amin Mohamed Amin Omar (Egypte), Blaise Yuven Ngwa (Cameroun), Bernard Camille (Seychelles), Mahmoud El Bana Zakaria (Egypte), Mario Escobar (Guatemala), Issa Sy (Sénégal), Ahmed Imtehas Heeralall (Maurice), Salima Moukansasa (Rwanda).

Arbitres assistants : Gerson Emiliano Dos Santos (Angola), Djibril Camara (Sénégal), Abdelhak Etchiali (Algérie), Samuel Pwadutakam (Nigeria), Ibrahim Abdellah

Mohamed (Soudan), Zekehele Thusu Granville (Afrique du Sud), El Hadji Malick Samba (Sénégal), Elvis Guy Noupue Nguengoue (Cameroun), Mahmoud Ahmed Kamel (Egypte), Hassani Khalil (Tunisie), Arsenio Maringula (Mozambique), Oliver Safari Kabene (RD Congo), Mokrane Gourari (Algérie), Souru Phatsoane (Lesotho), Seydou Tiama (Burkina Faso), James Frederick (Seychelles), Azgaou Lahcen (Maroc), Lionel Hasinjao-soa (Madagascar), Akerkad Mustapha (Maroc), Souleyman Almalidine (Comores), Gilbert Cheriyot (Kenya), Sidibe Sidiki (Guinée), Attia Essa Amsaad (Libye), Dick Okelo (Ouganda), Hossam Ahmed Taha (Egypte), Mahamadou Yahaya (Niger), Zakaria Brinsi (Maroc), Atezambong Fomo Carine (Cameroun), Liban Abdulrazak Ahmad (Djibouti), Issa Yaya (Tchad), Jermoumi Fatiha (Maroc).

Arbitres assistants vidéo (VAR) : Samir Guezaz (Maroc), Adil Zourak (Maroc), Haithem Guirat (Tunisie), Mahmoud Mohamed Achour (Egypte), Lahlou Benbraham (Algérie), Bouchra Karboubi (Maroc), Abid Charef Mehdi (Algérie), Fernando Guerrero (Mexique).■

CAN-2021

Calendrier complet du tournoi

1^{ère} journée

Dimanche 9 janvier :

Gr. A : Cameroun - Burkina Faso, à Yaoundé (17h)

Gr. A : Ethiopie - Cap-Vert, à Yaoundé (20h)

Lundi 10 janvier

Gr. B : Sénégal - Zimbabwe, à Bafoussam (14h)

Gr. B : Guinée - Malawi, à Bafoussam (17h)

Gr. C : Maroc - Ghana, à Yaoundé (17h)

Gr. C : Comores - Gabon, à Yaoundé (20h)

Mardi 11 janvier

Gr. E : Algérie - Sierra Leone, à Douala (14h)

Gr. D : Nigeria - Egypte, à Garoua (17h)

Gr. D : Soudan - Guinée-Bissau, à Garoua (20h)

Mercredi 12 janvier

Gr. F : Tunisie - Mali, à Limbé (14h)

Gr. F : Mauritanie - Gambie, à Limbé (17h)

Gr. E : Guinée équatoriale - Côte d'Ivoire, à Douala (20h)

2^e journée

Jeudi 13 janvier

Gr. A : Cameroun - Ethiopie, à Yaoundé (17h)

Gr. A : Cap-Vert - Burkina Faso, à Yaoundé (20h)

Vendredi 14 janvier

Gr. C : Maroc - Comores, à Yaoundé (14h)

Gr. C : Gabon - Ghana, à Yaoundé (17h)

Gr. B : Sénégal - Guinée, à Bafoussam (17h)

Gr. B : Malawi - Zimbabwe, à Bafoussam (20h)

Samedi 15 janvier

Gr. D : Nigeria - Soudan, à Garoua (17h)

Gr. D : Guinée-Bissau - Egypte, à Garoua (20h)

Dimanche 16 janvier

Gr. F : Tunisie - Mauritanie, à Limbé (14h)

Gr. F : Gambie - Mali, à Limbé (17h)

Gr. E : Côte d'Ivoire - Sierra Leone, à Douala (17h)

Gr. E : Algérie - Guinée équatoriale, à Douala (20h)

3^e journée

Lundi 17 janvier

Gr. A : Cap-Vert - Cameroun, à Yaoundé (17h)

Gr. A : Burkina Faso - Ethiopie, à Bafoussam (17h)

Mardi 18 janvier

Gr. C : Gabon - Maroc, à Yaoundé (17h)

Gr. C : Ghana - Comores, à Garoua (17h)

Gr. B : Zimbabwe - Guinée, à Yaoundé (20h)

Gr. B : Malawi - Sénégal, à Bafoussam (20h)

Mercredi 19 janvier

Gr. D : Egypte - Soudan, à Yaoundé (20h)

Gr. D : Guinée-Bissau - Nigeria, à Garoua (20h)

Jeudi 20 janvier

Gr. E : Sierra Leone - Guinée équatoriale, à Limbé (17h)

Gr. E : Côte d'Ivoire - Algérie, à Douala (17h)

Gr. F : Gambie - Tunisie, à Limbé (20h)

Gr. F : Mali - Mauritanie, à Douala (20h)

1/8 de finale

Dimanche 23 janvier

(match 1) 2^e groupe A - 2^e groupe C, à Limbé (17h)

(match 2) 1^{er} groupe D - Meilleur troisième groupe B, E ou F, à Garoua (20h)

Lundi 24 janvier

(match 3) 1^{er} groupe A - Meilleur troisième groupe C, D ou E, à Yaoundé (17h)

(match 4) 2^e groupe B - 2^e groupe F, à Bafoussam (20h)

Mardi 25 janvier

(match 5) 1^{er} groupe B - Meilleur troisième groupe A, C ou D, à Bafoussam (17h)

(match 6) 1^{er} groupe C - Meilleur troisième groupe A, B ou F, à Yaoundé (20h)

Mercredi 26 janvier

(match 7) 1^{er} groupe E - 2^e groupe D, à Douala (17h)

(match 8) 1^{er} groupe F - 2^e groupe E, à Limbé (20h)

1/4 de finale

Samedi 29 janvier

(match B) Vainqueur match 4 - vainqueur match 3, à Douala (17h)

(match A) Vainqueur match 1 - vainqueur match 2, à Garoua (20h)

Dimanche 30 janvier

(match C) Vainqueur match 7 - Vainqueur match 6, à Yaoundé (17h)

(match D) Vainqueur match 5 - Vainqueur match 8, à Douala (20h)

1/2 finales

Mercredi 2 février

Vainqueur match A - Vainqueur match D, à Douala (20h)

Jeudi 3 février

Vainqueur match B - Vainqueur match C, à Yaoundé (20h)

Finale et match de classement

Dimanche 6 février

Match pour la troisième place : à Yaoundé (17h)

Finale : à Yaoundé (20h)

EN DEUX MOTS

Mondial-2022 (matches barrages) : tirage au sort le 22 janvier à Douala

Le tirage au sort des matchs barrages de la zone Afrique qualifiants à la Coupe du monde 2022 aura lieu le 22 janvier prochain à Douala (Cameroun), en marge de la Coupe d'Afrique des nations, prévue du 9 janvier au 6 février.

La décision a été prise par le Comité exécutif de la Confédération africaine de football, réuni ce vendredi sous la présidence de son président, le Sud-africain Patrice Mostepe. Plusieurs points étaient à l'ordre du jour de ce COMEX, dont l'annonce de la date du tirage au sort des barrages de la Coupe du monde Qatar-2022, ainsi que le calendrier des qualifications de la CAN-2023, prévue en Côte d'Ivoire. Les matchs barrages se dérouleront en deux manches.

Les dix équipes qualifiées pour les barrages, seront réparties en deux chapeaux selon le classement de la Fédération internationale du mois de novembre 2021. Ainsi, le chapeau 1 est composé du Sénégal, de la Tunisie, de l'Algérie, du Nigeria, et du Maroc, alors que le chapeau 2 comprend l'Egypte, la RD Congo, le Ghana, le Cameroun, et le Mali. La double confrontation (aller-retour) se jouera en mars 2022 en présence du VAR.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar.

Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75.

Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef :

Radia Zerrouki

Directeur commercial :

Ouahid Kouba

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger :

SIMPRAL

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.

Diffusion centre : **SEDICOM**.

Ouest : **SPDO**. Est : **El Khabar**. Sud :

Trag diffusion Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail

pub : lnr98publicite@yahoo.fr -

ANEP Spa : 1, avenue Pasteur,

Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021

73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021

73.99.19.

Conception : **Studio Baylaucq**,

Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou

tout autre document adressés à la

rédaction ne peuvent faire l'objet

d'une quelconque réclamation.

Ligue 1

Le leader et son dauphin chutent à domicile

→ Le CS Constantine est l'un des grands bénéficiaires de la 12^e journée du championnat national de la Ligue 1, dont la première partie s'est jouée ce vendredi. Les Sanafir ont pris la seconde place du classement, à un point du leader, après avoir pris le meilleur sur la JS Saoura, alors que le CR Belouizdad et le Paradou AC se sont inclinés à domicile. Un petit but, signé Belahouel (68') face à la JS Saoura, a suffi au bonheur du CS Constantine et lui permet par la même occasion de le propulser sur la seconde marche du podium (23 pts), à une petite longueur du leader. Un leader piégé dans son antre, car le CR Belouizdad a été battu par la JS Kabylie (0-1), sur une réalisation de Nezla (55').

Le Chabab n'est pas le seul à avoir raté sa sortie. En effet, son ex-dauphin, le Paradou AC, s'est incliné lui aussi face au RC Arbaâ (1-2). Pourtant, les Académiciens ont cueilli à froid les Vikings en marquant dès la première minute de jeu, par Benbouali, avant de voir les visiteurs revenir dans la partie en seconde mi-temps grâce à Freifer

(56'), Kessili (90'+3). Ce succès salvateur permet au promu de quitter la zone rouge et passer de la 16^e à la 12^e position (11 pts), au moment où son hôte recule d'un rang (3^e - 21 pts).

Toujours dans la capitale, le MC Alger (5^e - 20 pts) a été tenu en échec par l'US Biskra (1-1). Dans ce match où les faits marquants se sont déroulés en seconde mi-temps, les gars des Zibans (7^e - 18 pts) ont été les premiers à débloquent la situation sur une très belle frappe de Ghassiri (68'). Le Doyen a ensuite fait le forcing pour réussi à niveler le score à la 82^e minute par le capitaine Hachoud.

À Oran, le MCO est parvenu à mettre fin à sa longue traversée du désert et ainsi renouer avec le succès, après 10 journées ratées (5 défaites, 5 nuls). Les Hamraoua a su rebondir face à l'ASO Chlef dans un derby de l'Ouest soldé sur le score de 1 but à 0. L'unique but de ce match, marqué sur pénalty par Guenina permet au MCO de respirer et de remonter à la 11^e position (11 pts).■

en direct

CAN-2021

Douala se met à l'heure du rendez-vous continental

le match à suivre

Ligue 1

Le leader et son dauphin chutent à domicile

football

Mondial-2022 (matches barrages)

Tirage au sort le 22 janvier à Douala

La CAN-2021, c'est aujourd'hui

Le champion va se battre pour préserver son titre

→ Elles se sont battues contre vents et marées pour que la fête du football africain puisse avoir lieu dès ce 9 janvier jusqu'au 6 février 2022.

«Plus de 5 000 personnes accréditées, tous secteurs confondus : TV, radio, COCAN (Comité local d'organisation, ndlr), stadiers et sécurité, ce chiffre englobe tout le personnel qui va travailler pour la réussite de l'événement», déclare le manager du Centre d'accréditation du stade de Japoma à Douala, Noah Alain-Pierre.

Dès ce dimanche 9 janvier, ce sont 24 équipes réparties en six groupes de quatre, qui se disputeront pour une seule place. Toutes veulent prendre le fauteuil de l'Algérie, sauf qu'une seule nation en sortira vainqueur. Une opportunité pour le football africain de «hausser» son ton, rayonner et occuper toute l'actualité sportive de la planète. C'est cet événement que la FIFA, voudrait réduire à sa simple expression. Plus de 700 chaînes de télévision nationales et locales gratuites que compte l'Afrique (en analogique et numérique), sans compter les chaînes internationales, les chaînes payantes et les web-TV, vont consacrer des tranches horaires réservées à des commentaires, interviews et analyses animés par des spécialistes internationaux du football.

Du jamais vu ! Huit arbitres marocains présents à la CAN

Selon le média Assabah, pour la première fois huit arbitres représentant une seule nation prennent part à une CAN. Ils ont tous satisfait aux tests physiques, et retenus sur les 64 que comptera cette CAN. Il s'agit de Redouane Jiyed qui officiera en tant qu'arbitre central et de Lahcen Azgaou, Mustapha Akerkad, Zakaria Brinsi et Fatiha Jermoumi qui joueront le rôle d'arbitres assistants. Samir Guezzaz, Adil Zourak et Bouchra Karboubi seront, eux, à la VAR.

Que disait le président de la FIFA sur la CAN ?

S'agissant de la CAN ? Voilà ce que déclarait le président de la FIFA, Gianni Infantino : «La CAN génère vingt fois moins de revenus financiers que l'Euro. Est-ce bien, au niveau commercial, qu'elle ait lieu tous les deux ans ? Cela a-t-il développé les infrastructures ? Réfléchissez à la possibilité de l'organiser tous les quatre ans».

«La Coupe du monde tous les deux ans n'est pas une demande de ma part, mais du Congrès de la FIFA, qui a demandé une étude de faisabilité», a expliqué Infantino dans un entretien accordé à l'émission de la Radio italienne Anch'io Sport. «Nous avons fait une étude très sérieuse et du point de vue sportif, cela fonctionnerait et l'impact économique serait positif pour tout le monde. En Europe, il y a de l'opposition à ce projet mais c'est une façon d'inclure. Comme les Coupes



■ La succession est ouverte. Avis aux amateurs.

(Photo > D. R.)

du monde, l'Euro pourrait aussi avoir lieu tous les deux ans», a-t-il enchaîné.

Discours, promesses et déclarations des uns et des autres

Des turbulences comme dans toutes compétitions internationales apparaissent, sauf que lors de cette CAN, l'envie de prendre la place de l'Algérie, donne lieu avant le jour «J» à une véritable «compétition» de déclarations contre l'actuel champion d'Afrique de la part de nombreux sélectionneurs et même de certains présidents de Fédérations. En dehors de cet aspect purement anti-sportif sportif, le climat au cœur de cette CAN s'alourdit de plus en plus, les déclarations de certains officiels à l'image du président du Sénégal qui invite la sélection à entrer avec la Coupe...

Un international égyptien, estime que «les Verts rêvent d'une seconde victoire, les Pharaons pour un retour au sommet de l'Afrique». Le défi est lancé ! Il est utile de signaler ce geste du président de la délégation marocaine qui a catégoriquement refusé aux médias algériens d'approcher les Lions de l'Atlas.

Le Cameroun ouvre le bal

Classé 4^e du groupe «A», le Cameroun qui marque sa deuxième participation en Coupe d'Afrique des Nations en tant que pays hôte, après celle de 1972, est sous pression. Il ne doit en aucun cas décevoir, très attendue ce dimanche pour un résultat qui annoncera son bon décollage. Mais attention à une surprise qui viendrait de son adversaire, qui tourne avec une pléiade d'excellents joueurs, capable de surprendre, d'où les projecteurs de cette CAN seront calés sur cette première sortie du Cameroun.

«Ça commence bien» pour le Burkina Faso

Le Burkina était hôte de la CAN-98, rempor-

tée par les Pharaons, sur les 16 équipes participantes, puis finaliste de la CAN-2013, 3^e place lors de la CAN-2017 et 4^e en 1998 jouée à domicile. Lors de cette CAN-2021, «les Étalons veulent enfin prétendre au sacre final après d'ultimes participations aux issues bien divergentes. Alors que le Burkina Faso avait séduit en 2013, atteignant la finale, tout comme en 2017 avec une 3^e place au bout, celle de 2015, avec une élimination au 1^{er} tour, s'était révélée très compliquée. Ne parlons pas de 2019, où l'aventure s'était arrêtée avant même le voyage en Égypte en raison d'une sortie de route lors des éliminatoires».

Éthiopie - Cap-Vert à 20h

L'Éthiopie est surnommée les Walya. C'est le sélectionneur Sewnet Bishaw en poste qui emmènent les Antilopes en phase finale, 31 ans après leur dernière apparition, lors de la CAN, en Algérie. Cette participation est la 10^e de l'histoire de cette équipe, vainqueur de l'édition 1962, disputée à domicile. Il reste que cette rencontre face Cap-Vert ne devrait pas poser de problème pour une première victoire.

76^e au classement FIFA, et pour sa troisième participation à la CAN, le Cap-Vert aura du pain sur la planche avec de gros calibres connus sur la place publique du football, en l'occurrence le Burkina Faso, l'Éthiopie et le pays hôte le Cameroun. Attendons de voir et surtout de comprendre que les pronostics ne sont pas souvent justes.

Ce qu'en Belmadi de la compétition

«Pour la CAN, nous sommes tenants du titre. Nous allons aborder la compétition avec ambition, parce que nous voulons rendre notre peuple heureux. Nous avons vu la joie retrouvée avec cette Coupe d'Arabe... Tout le monde va vouloir nous faire tomber, encore plus la Côte d'Ivoire, qui est d'ores et déjà non

qualifiée pour la prochaine Coupe du monde. Ils vont vouloir gagner cette CAN, et tant mieux. Nous, nous allons assumer...

La pression du tenant du titre ne peut être que bénéfique. Tu fais tout pour arriver à un certain niveau ou à un certain statut pour t'écrouler en suite ? Non !», a déclaré le sélectionneur des Verts Djamel Belmadi.

Son message aux supporters algériens

«L'Algérie ! Je prends chaque jour beaucoup de décisions, des fois elles sont bonnes et des fois non... Nous avons pris des risques. Ensemble, nous avons traversé les frontières pour gagner et nous avons gagné. Nous sommes allés dans des pays lointains et nous avons trouvé la concurrence, mais l'Algérie est toujours à nos côtés. Ensemble, nous irons loin et nous sommes prêts pour en avoir plus. Comme vous, nous sommes fiers quand nous portons le drapeau de notre pays. Mais, nous ne devons pas nous précipiter et oublier ce que le passé nous a appris. Nous avons vécu la victoire mais nous avons vécu également la défaite. Nous devons goûter à la défaite afin que nous puissions nous relever, et ce mieux qu'avant. L'Algérie n'ira nulle part sans vous parce que c'est aujourd'hui que nous construisons l'avenir. Offrons et exigeons le meilleur ! Ensemble, nous allons défendre nos couleurs. Nous vous remercions pour la confiance que vous nous avez accordée que ce soit ici ou à l'étranger. Nous serons à la hauteur et nous vous rendrons fiers. Ensemble, nous sommes déjà allés loin et nous le ferons encore demain... Vive l'Algérie !», a affirmé Djamel Belmadi.

H. Hichem

■ EPTV : Cameroun - Burkina Faso à 17h
 ■ BeIN Sports : Éthiopie - Cap-Vert à 20h